

Les Enjeux

quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 30 août 2026 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°972 ■

INCENDIES
Tebboune
au chevet des blessés
à Zéralda

P 16

APRÈS LE DRAME DES FEUX DE FORÊT À JIJEL,
BÉJAÏA, TIZI OUZOU, SIKKDA...

Les Algériens se mobilisent

Le Nord et l'Est du pays viennent de traverser l'une des épreuves les plus dures de ces dernières années. Des feux de forêt d'une violence inhabituelle ont ravagé plusieurs wilayas, dont Jijel, Béjaïa, Tizi Ouzou et Skikda, faisant plusieurs morts et laissant derrière eux des paysages calcinés et des familles endeuillées. Face à l'ampleur du drame, le président Abdelmadjid Tebboune a décrété un deuil national de trois jours. Mais cette catastrophe a également révélé une chaîne de solidarité exceptionnelle, où l'État, les institutions, le peuple, les associations et les opérateurs économiques se sont mobilisés d'un seul élan pour porter secours aux sinistrés et amorcer la reconstruction. P 3

• **Télécommunications /Zones sinistrées : Déploiement de stations mobiles**



PARTENARIAT ALGÉRIE-
NIGER

Cap sur le
développement du bloc
pétrolier « Bilma »

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a reçu ce samedi au siège du ministère, le directeur général de la Société nigérienne de pétrole (SONIDEP), Ali Seibou Hassani. Ce dernier conduisait une délégation de haut niveau, accueillie en présence de cadres du ministère et de représentants du groupe Sonatrach. Cette rencontre s'inscrit dans le prolongement du partenariat stratégique liant l'Algérie et le Niger dans le domaine des hydrocarbures, un partenariat bâti sur l'échange d'expertises, le transfert de savoir-faire et la concrétisation de projets d'envergure entre les deux pays.

P 2

DEUX PROTOCOLES SIGNÉS
AVEC LES GROUPES CHINOIS
SINOPEC ET ANTON

Sonatrach renforce
ses partenariats

La coopération énergétique entre l'Algérie et la Chine connaît une nouvelle dynamique avec la signature, à Pékin, de deux protocoles d'entente entre Sonatrach et les groupes chinois Sinopec et Anton Oilfield Services Group. Ces accords ouvrent de nouvelles perspectives de partenariat dans plusieurs segments de la chaîne de valeur des hydrocarbures.

P 2

RÉSEAUX D'EAU, STOCKAGE
ET ASSAINISSEMENT

Une enveloppe de 200
milliards de centimes
allouée à Alger

La wilaya d'Alger bénéficiera d'une enveloppe de 200 milliards de centimes dans le cadre d'un nouveau programme d'urgence destiné à renforcer les moyens d'intervention et de maintenance du secteur de l'hydraulique. L'objectif affiché est d'améliorer la réactivité des équipes techniques, de réduire les dysfonctionnements et de consolider la continuité du service public de l'eau dans la capitale.

P 4

COMMERCE EXTÉRIEUR/ IMPORTATIONS
POUR PROPRE BESOIN

L'ABEF apporte
des clarifications P 2

SELON UN RAPPORT DE L'ONU

L'état des sols dans le monde
se dégrade et les solutions
restent ignorées P 16

BEJAIA

Début de remise des
décisions d'indemnisation
aux sinistres des incendies
de juillet dernier P 6

COMMUNE DE
BELKHEIR A GUELMA

Début des
opérations de
stockage de céréales
dans le silo en acier

Les services de la coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) de Guelma ont entamé, samedi, dans le cadre d'ultimes opérations d'essai, le stockage de céréales dans le silo en acier de 200.000 quintaux réalisé dans la commune de Belkheir (2 km à l'est de Guelma). Le responsable de la communication de la CCLS, Mohamed-Amine Hamdi, a précisé à l'APS que le lancement du stockage des premières quantités de céréales dans cette nouvelle structure, destinée à renforcer les installations de stockage de la wilaya, a été supervisé par le directeur de la CCLS, Toufik Trad, en présence de représentants de la direction générale de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), de l'entreprise Batimetal, chargée de la réalisation, du bureau d'études qui a suivi les différentes étapes de la réalisation et des services du CTC (contrôle technique de la construction).

DEUX PROTOCOLES SIGNÉS
AVEC LES GROUPES CHINOIS SINOPEC ET ANTON

Sonatrach renforce ses partenariats

La coopération énergétique entre l'Algérie et la Chine connaît une nouvelle dynamique avec la signature, à Pékin, de deux protocoles d'entente entre Sonatrach et les groupes chinois Sinopec et Anton Oilfield Services Group. Ces accords ouvrent de nouvelles perspectives de partenariat dans plusieurs segments de la chaîne de valeur des hydrocarbures.

Par Z R.

Les deux protocoles ont été signés en marge de la visite en Chine du président-directeur général de Sonatrach, Nour Ed-dine Daoudi, à la tête d'une délégation de haut niveau, traduisant la volonté des deux parties de consolider leur partenariat énergétique et d'élargir les domaines de coopération. Le premier accord, conclu avec Sinopec, vise à élargir les domaines de coopération entre les deux compagnies et à identifier de nouvelles opportunités d'investissement et de développement. Les discussions portent notamment sur les hydrocarbures conventionnels et non conventionnels, le développement de réservoirs complexes, ainsi que sur des activités à forte valeur ajoutée telles que la pétrochimie et la production d'hélium. Le protocole couvre également l'ingénierie pétrolière, les énergies renouvelables, les nouvelles technologies appliquées au secteur énergétique et le développement des compétences. Cette diversification des axes de coopération traduit la volonté des deux groupes de dépasser

le cadre traditionnel de l'exploration et de la production pour investir davantage dans les technologies, l'ingénierie et les activités industrielles associées. Cet accord s'inscrit, par ailleurs, dans la continuité du protocole d'entente signé entre Sonatrach et Sinopec en 2024. Les travaux engagés depuis lors ont permis d'identifier plusieurs opportunités d'intérêt commun et de mettre en œuvre des actions concrètes. Le nouveau protocole doit ainsi consolider cette dynamique et élargir le partenariat à l'ensemble de la chaîne de valeur des hydrocarbures. Parallèlement, Sonatrach a signé un second protocole d'entente avec Anton Oilfield Services Group, société chinoise spécialisée dans les services et technologies destinés aux champs pétrolifères. L'objectif est d'examiner les possibilités de coopération dans les services pétroliers et gaziers, avec un intérêt particulier pour les ressources non conventionnelles, les gisements marginaux et les techniques de récupération assistée des hydrocarbures, notamment les solutions EOR. La fabrication locale d'outils de complétion et d'équipements destinés au secteur du gaz naturel figure également parmi les

pistes retenues. Cet axe revêt une importance particulière pour le développement de l'industrie parapétrolière algérienne, en favorisant la localisation progressive de la production d'équipements et la réduction de la dépendance aux importations. Les deux parties prévoient également de renforcer les échanges d'expertise technique, le transfert de technologie et les programmes de formation et de développement des compétences. La coopération dans les ressources non conventionnelles pourrait notamment permettre à Sonatrach de bénéficier de technologies et de savoir-faire adaptés à l'exploitation de réservoirs complexes et de ressources nécessitant des solutions techniques spécifiques. À travers ces deux accords, Sonatrach cherche ainsi à diversifier et à moderniser ses partenariats internationaux tout en valorisant davantage les ressources nationales. L'enjeu consiste désormais à transformer ces protocoles d'entente en projets concrets, susceptibles de soutenir la production, développer les capacités technologiques nationales et renforcer l'intégration industrielle.

PARTENARIAT ALGÉRIE-NIGER

Cap sur le développement du bloc pétrolier « Bilma »

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a reçu ce samedi au siège du ministère, le directeur général de la Société nigérienne de pétrole (SONIDEP), Ali Seibou Hassani. Ce dernier conduisait une délégation de haut niveau, accueillie en présence de cadres du ministère et de représentants du groupe Sonatrach. Cette rencontre s'inscrit dans le prolongement du partenariat stratégique liant l'Algérie et le Niger dans le domaine des hydrocarbures, un partenariat bâti sur l'échange d'expertises, le transfert de savoir-faire et la concrétisation de projets d'envergure entre les deux pays.

Au cœur des échanges, le développement du bloc pétrolier « Bilma » s'est imposé comme le dossier prioritaire. Situé dans la région de Diffa et s'étendant jusqu'à Agadez, ce gisement fait actuellement l'objet d'une étude de faisabilité, que Sonatrach s'apprête à examiner sur le plan technique afin de préparer le plan de développement du champ. Les estimations prévisionnelles laissent entrevoir un potentiel considérable, avec une production attendue de plus de 20 000 barils par jour, sur une durée d'exploitation projetée à 20 ans. Le ministre d'État a, à cette occasion, réaffirmé l'engagement de Sonatrach à accompagner la SONI-

DEP dans la rédaction et l'exécution de ce plan, en mettant à sa disposition toute l'expertise nécessaire. Les deux parties ont par ailleurs fait le point sur l'avancement des travaux relatifs au bloc pétrolier « Kafra », dont Sonatrach est partenaire. Un accent particulier a été mis sur la nécessité d'intensifier la coordination entre les équipes des deux pays afin de faire progresser les activités liées à ce projet. La rencontre a également permis d'examiner l'état d'avancement des projets liés à la raffinerie de Zinder, dont l'objectif est de renforcer les capacités de raffinage du Niger et de sécuriser son approvisionnement en

produits pétroliers. Dans ce cadre, les deux parties se sont accordées sur l'organisation prochaine d'une session de formation en Algérie, au profit d'une délégation nigérienne, portant sur la maintenance des installations de raffinage, un volet jugé essentiel pour la pérennité des infrastructures. Les discussions ont également porté sur la coopération entre Naftal et la SONIDEP, avec l'étude d'un projet de création d'un centre d'approvisionnement en bitume dans la région de Zinder. Les deux parties ont, en outre, exploré les opportunités d'approvisionner le Niger en carburant d'aviation (Jet Fuel), ainsi qu'en diffé-

rents types de carburants, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives de collaboration commerciale. Au terme de cette rencontre, les deux parties ont convenu de poursuivre et d'intensifier leurs échanges techniques, à travers la tenue de réunions de travail régulières entre la SONIDEP et les différentes structures et filiales de Sonatrach. L'objectif affiché est d'approfondir l'étude des dossiers en cours et de fixer les étapes exécutives à venir, réaffirmant ainsi la volonté commune de concrétiser ces projets d'intérêt mutuel entre l'Algérie et le Niger.

Par S R.

COMMERCE EXTÉRIEUR/ IMPORTATIONS POUR PROPRE BESOIN

L'ABEF apporte des clarifications

L'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF) a apporté des clarifications concernant le traitement des dossiers d'importation pour propre besoin, au titre du fonctionnement et/ou de l'équipement, relatifs au premier semestre 2026. Dans une correspondance adressée aux présidents et directeurs généraux des banques, datée du 26 août 2026, l'ABEF précise les conditions de validité des programmes prévisionnels d'importation concernés, en se référant notamment à un courrier du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations daté du même jour. Selon cette correspondance, la période de validité des programmes prévisionnels d'importation

au titre du fonctionnement pour le premier semestre 2026 a pris fin le 30 juin 2026. Une exception est toutefois prévue pour les positions tarifaires ayant fait l'objet d'une domiciliation bancaire avant cette échéance. Dans ce cas, les opérations de domiciliation bancaire peuvent se poursuivre, précise l'ABEF, « dans la limite des quantités restantes autorisées sur la plateforme du MCEPE ». Cette disposition permet ainsi aux opérateurs concernés de poursuivre les opérations déjà engagées avant la date de clôture, dans la limite des volumes qui leur ont été autorisés. La correspondance de l'ABEF intervient dans le cadre du suivi des opérations d'importation pour propre besoin, au titre du fonc-

tionnement et/ou de l'équipement pour le premier semestre de l'année en cours. Elle vise notamment à clarifier auprès des établissements bancaires les modalités applicables aux dossiers concernés. Une disposition particulière concerne, par ailleurs, les programmes prévisionnels d'importation soumis à l'autorisation préalable du ministère de l'Industrie pharmaceutique. Contrairement aux programmes d'importation au titre du fonctionnement, ceux relevant de cette procédure demeurent valides jusqu'au 31 décembre 2026, précise l'ABEF. Cette prolongation concerne exclusivement les produits soumis à des autorisations délivrées par le ministère de l'Industrie pharmaceutique. L'ABEF distingue ainsi clairement deux situa-

tions : d'une part, les programmes prévisionnels d'importation au titre du fonctionnement pour le premier semestre, dont la validité s'est achevée au 30 juin, avec maintien des opérations déjà domiciliées avant cette date dans la limite des quantités autorisées ; d'autre part, les importations de produits soumises à l'autorisation préalable du ministère de l'Industrie pharmaceutique, dont les programmes restent valables jusqu'à la fin de l'année. Cette clarification est adressée directement aux banques, appelées à prendre en compte ces règles dans le traitement des opérations de domiciliation bancaire liées aux importations concernées.

Synthèse R E.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

APRÈS LE DRAME DES FEUX DE FORÊT À JIJEL, BÉJAÏA, TIZI OUZOU, SKIKDA...

Les Algériens se mobilisent

Le Nord et l'Est du pays viennent de traverser l'une des épreuves les plus dures de ces dernières années. Des feux de forêt d'une violence inhabituelle ont ravagé plusieurs wilayas, dont Jijel, Béjaïa, Tizi Ouzou et Skikda, faisant plusieurs morts et laissant derrière eux des paysages calcinés et des familles endeuillées. Face à l'ampleur du drame, le président Abdelmadjid Tebboune a décrété un deuil national de trois jours. Mais cette catastrophe a également révélé une chaîne de solidarité exceptionnelle, où l'État, les institutions, le peuple, les associations et les opérateurs économiques se sont mobilisés d'un seul élan pour porter secours aux sinistrés et amorcer la reconstruction.

Par Selma R.

Tout a commencé, mercredi après-midi, dans des conditions climatiques extrêmes. Des températures très élevées, conjuguées à des vents violents soufflant entre 80 et 100 km/h, ont transformé plusieurs massifs forestiers en un brasier incontrôlable en quelques heures à peine. À Jijel et Béjaïa, la nuit a été particulièrement infernale. Les turbulences, l'épaisse fumée et la visibilité quasi nulle ont rendu impossible tout engagement des moyens aériens pendant plusieurs heures. Sur le terrain, le combat s'est donc joué au sol, mené sans relâche par les pompiers, l'Armée nationale populaire, la Gendarmerie nationale, les agents forestiers et de nombreux citoyens venus prêter main forte, souvent au péril de leur propre vie. Le bilan de cette nuit reste lourd : douze morts et des dizaines de blessés, dont plusieurs grands brûlés. Des habitations entières sont parties en fumée, tout comme des vergers, du bétail et des lignes électriques, laissant des familles sans toit ni ressources du jour au lendemain. Ce n'est qu'avec l'amélioration progressive des conditions météorologiques que les avions bombardiers d'eau et les hélicoptères ont pu reprendre leurs largages. Plus de 70 % des foyers ont ainsi pu être maîtrisés, avant que les principaux incendies ne soient progressivement éteints. Dès l'annonce du drame, le président de la République a adressé un message de condoléances aux familles des victimes,

exprimant la compassion de la nation tout entière. Sur le terrain, la présence gouvernementale s'est faite immédiate. Le Premier ministre Sifi Ghrieb s'est déplacé à Jijel, accompagné du ministre de l'Intérieur Saïd Sayoud, du ministre de la Santé M. Aït Messaoudene et du ministre de la Solidarité S. Mouloudji. Ensemble, ils ont visité les blessés hospitalisés à Souk El Tenine, El Milia, Taher et Jijel, tandis que les cas les plus graves, notamment les grands brûlés, étaient évacués par hélicoptère vers l'Hôpital spécialisé de Zéralda, à Alger. Le Premier ministre a également tenu à être présent aux funérailles des victimes à Djemaâ Beni Habibi, dans la wilaya de Jijel, geste fort de solidarité nationale. Sur instructions présidentielles, une prise en charge totale des sinistrés a été engagée : indemnisation, relogement d'urgence, suivi médical et accompagnement psychosocial, ainsi qu'un engagement ferme en faveur du reboisement futur des montagnes dévastées. Sur le plan de la transparence, le ministre de l'Intérieur a annoncé l'ouverture d'enquêtes approfondies afin de déterminer l'origine de ces départs de feu simultanés, une question qui préoccupe légitimement l'opinion publique. Partout dans le pays, des convois de la fraternité se sont formés. De nombreuses wilayas ont envoyé vers le Centre et l'Est des cargaisons d'eau, de vivres, de médicaments et de couvertures, dans un afflux massif vers les points de collecte. Le Croissant Rouge algérien a déployé son

système de réponse sur le terrain, avec douze ambulances et des renforts venus de Bordj Bou Arreridj, Constantine, Sétif et Tizi Ouzou, tous dirigés vers Jijel et Béjaïa. Le secteur de la Jeunesse a, de son côté, transformé auberges et complexes sportifs en centres d'hébergement pour les familles évacuées, à l'image du centre Bouati Mahmoud à Guelma, et en points de collecte, comme à Aïn M'lila. Le ministère de la Solidarité a déployé des cellules de proximité à Jijel, Béjaïa, Tizi Ouzou et Mila, chargées de l'accompagnement psychosocial des femmes, des enfants et des personnes âgées touchés par le drame. Le secteur privé n'est pas en reste dans cet élan de solidarité. Le Conseil du renouveau économique algérien (CREA), en coordination avec ses bureaux régionaux et les autorités locales, poursuivra l'envoi de convois d'aides vers les wilayas touchées par les incendies, afin de contribuer à l'assistance des familles sinistrées et d'être à leurs côtés. L'industrie pharmaceutique s'est également mise au diapason de l'urgence. Sur instruction ministérielle, la Pharmacie centrale des hôpitaux a été approvisionnée en priorité en soins destinés aux brûlures et aux urgences, avec des livraisons massives assurées par Saidal. Le rétablissement des services de base a suivi de près les opérations de secours. Côté énergie, Sonelgaz a mobilisé des moyens considérables pour réparer les lignes électriques endommagées et rétablir le courant au plus vite dans les zones touchées.

PROTECTION CIVILE

Extinction de 118 incendies sur 123 au cours des dernières 24 heures

Les unités de la Protection civile ont réussi à éteindre, au cours des dernières 24 heures, jusqu'à samedi à 07h00, 118 incendies sur les 123 enregistrés à travers plusieurs wilayas du pays, a indiqué un bilan de la Direction générale de la Protection civile (DGPC). Concernant la situation générale

des incendies du couvert végétal, des récoltes agricoles, des oasis de palmiers et des bottes de foin, "les services de la Protection civile ont enregistré, au cours des dernières 24 heures jusqu'à ce samedi à 07h00, 123 incendies, dont 118 ont été éteints", précise la même source.

"Les opérations d'extinction se poursuivent pour les cinq autres dans les wilayas de Jijel (2), Sétif (2) et Tébessa (1)", ajoute le bilan. S'agissant du feu de forêt dans la commune de Texenna (wilaya de Jijel), au lieu-dit "Mechtat El Messa", le bilan fait état de "l'évacuation de certaines familles de leurs habita-

tions à titre préventif, en sus du renforcement des équipes d'intervention par deux avions de type AT-802, avant d'écarter le danger et de permettre le retour des habitants chez eux".

APS

INCENDIES DE FORÊT Le CRA ouvre la collecte de dons et d'aides au profit des sinistrés

Le Croissant-Rouge algérien (CRA) a annoncé, samedi dans un communiqué, l'ouverture de la collecte de dons et d'aides destinés aux familles touchées par les incendies ayant frappé certaines wilayas du pays. Dans le cadre de la poursuite de la réponse sur le terrain et de la prise en charge des personnes touchées par les incendies dans des wilayas de l'est et du centre du pays, "le CRA ouvre la collecte aux intervenants sur le terrain, ainsi qu'aux dons et aides, afin de les acheminer vers les familles touchées par ces incendies", dans le cadre d'une initiative placée sous le slogan "Ensemble... pour la solidarité et le secours". Cette démarche vise à "organiser, trier et acheminer ces aides en fonction des priorités et des besoins réels recensés dans les zones sinistrées". A cet effet, "des points de collecte et de regroupement des aides ont été aménagés au niveau de l'entrepôt central du CRA dans la wilaya de Blida, en tant que point central, afin de faciliter et d'accélérer leur acheminement vers les wilayas sinistrées, ainsi qu'au siège national du CRA à Alger", précise le communiqué. Les points de collecte comprennent également l'unité principale de la Protection civile dans la wilaya de Jijel et le bureau du comité de wilaya de cet organisme dans la même wilaya, ainsi que tous les bureaux de wilaya relevant du CRA à travers le territoire national. Pour tout contact ou renseignement concernant cette opération de solidarité, les numéros de téléphone suivants sont mis à la disposition des citoyens : 05 58 10 33 99 / 07 79 43 70 28 / 06 97 02 24 24 et 06 71 12 16 94. "Le CRA avait, au cours des dernières heures, dépêché des convois de solidarité vers les wilayas de Skikda, Jijel et Annaba, chargés de matelas, couvertures, médicaments, couches et autres produits de première nécessité, et ce, parallèlement à la mobilisation d'équipes d'intervention, de staffs médicaux et d'ambulances pour soutenir les opérations de secours, assurer la prise en charge sanitaire et accompagner les personnes touchées", conclut la même source.

APS

TÉLÉCOMMUNICATIONS /ZONES SINISTRÉES Déploiement de stations mobiles

Des stations mobiles de télécommunications sont progressivement déployées dans les zones touchées par les incendies dans plusieurs wilayas de l'Est et du Centre du pays, afin de rétablir et de renforcer les réseaux de téléphonie et d'Internet, a indiqué le ministère de la Poste et des Télécommunications dans un communiqué. Cette opération a été lancée à la suite de la maîtrise des incendies et de l'autorisation d'accès aux zones concernées. Elle est menée par les services du secteur en coordination avec les opérateurs de télé-

phonie mobile, dans le but de remplacer les stations endommagées ou mises hors service et d'assurer la continuité des services de communication. En cas de besoin, certaines stations mobiles exploitées temporairement au niveau des plages pourront également être réinstallées dans les zones affectées, précise la même source. Le déploiement de ces équipements revêt une importance particulière pour les différents intervenants mobilisés sur le terrain. Il vise notamment à permettre aux services de sécurité, à la Protection civile, aux équipes de

secours et aux autres acteurs concernés de disposer de moyens de communication rapides et stables, nécessaires à une coordination efficace des opérations d'intervention et d'assistance. Dans le même cadre, le ministre de la Poste et des Télécommunications a donné des instructions aux opérateurs afin d'assurer temporairement la gratuité des services de télécommunications et d'Internet au profit des citoyens dans les zones touchées par les incendies. Cette mesure vise à faciliter les communications des populations sinistrées et à leur permettre

de rester en contact avec leurs proches durant cette période. Par ailleurs, les quatre opérateurs de téléphonie mobile et fixe, à savoir Algérie Télécom, Mobilis, Djezzy et Ooredoo, ont décidé d'offrir, pendant une semaine, la gratuité des appels, des SMS et de l'accès à Internet dans les zones sinistrées. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'élan de solidarité envers les populations touchées par les incendies et vise à faciliter leurs communications avec leurs proches, ainsi qu'avec les différents services mobilisés sur le terrain.

Z R.

MONNAIES

Le dollar en hausse face aux principales devises

Le dollar s'envole vendredi, le marché tablant sur une hausse prochaine des taux de la Banque centrale américaine (Fed) après que son patron, Kevin Warsh, s'est montré plus sévère qu'attendu face à l'inflation aux Etats-Unis. Stable en début de séance, le billet vert progressait ainsi de 0,64% face à la monnaie unique européenne vers 18H00 GMT, à 1,1580 dollar pour un euro, en réaction au discours de Kevin Warsh. Il gagnait aussi 0,42% face à la devise britannique, à 1,3530 dollar pour une livre sterling et prenait 0,50% face à la devise japonaise, à 160,19 yens pour un dollar. L'or chutait lui de 2,78% à 4.471,08 dollars l'once, pénalisé par la force de la devise américaine qui est comme lui une valeur refuge.

APS

KHENCHELA

Réception des travaux d'aménagement de la mini-zone d'activités de Bouhmama

Les travaux d'aménagement de la mini-zone d'activités de la commune de Bouhamama (Khenchela), viennent d'être réceptionnés, a indiqué, jeudi le directeur local de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction, Kamel Alioui. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que ce projet, lancé au début 2024 et financé dans le cadre du programme complémentaire de développement, a nécessité une enveloppe financière de 188 millions de dinars. Cette mini-zone d'activités, qui couvre une superficie de 10 hectares, est subdivisée en 10 lots attribués à des investisseurs activant dans les secteurs de l'industrie manufacturière et agroalimentaire. M. Alioui a ajouté que ce projet a été réalisé dans le cadre d'un programme destiné à répondre aux attentes des investisseurs et à améliorer leurs conditions de travail, contribuant ainsi à stimuler l'investissement privé dans la wilaya.

APS

COMMERCE INTÉRIEUR

La ministre insiste sur l'intensification du contrôle et du suivi quotidien de l'approvisionnement du marché

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a présidé, mercredi à Alger, une réunion de travail avec les directeurs régionaux du commerce, au cours de laquelle elle a insisté sur la nécessité d'intensifier les opérations de contrôle et de veiller au suivi quotidien de l'approvisionnement du marché, indique un communiqué du ministère. Tenue par visioconférence en présence des cadres centraux du ministère, la réunion a été consacrée au suivi de la situation de l'approvisionnement du marché national et aux préparatifs de la prochaine rentrée sociale, précise le communiqué.

A cette occasion, la ministre a souligné "la nécessité de poursuivre l'intensification des opérations de contrôle

et de veiller au suivi quotidien de l'approvisionnement" du marché, mettant également l'accent sur la nécessité de renforcer la traçabilité des chaînes de distribution, à toutes les étapes, afin d'assurer la disponibilité des denrées essentielles et de préserver la stabilité des prix sur le marché national, garantissant ainsi la protection des droits des consommateurs et du pouvoir d'achat des citoyens. La ministre a, par ailleurs, donné des instructions aux directeurs du commerce pour que soient finalisés les derniers préparatifs relatifs au lancement des événements commerciaux dédiés à l'exposition et à la commercialisation des fournitures scolaires à des prix compétitifs, conclut le communiqué.

APS

RÉSEAUX D'EAU, STOCKAGE ET ASSAINISSEMENT

Une enveloppe de 200 milliards de centimes allouée à Alger

Synthèse Z R.

La wilaya d'Alger bénéficiera d'une enveloppe de 200 milliards de centimes dans le cadre d'un nouveau programme d'urgence destiné à renforcer les moyens d'intervention et de maintenance du secteur de l'hydraulique. L'objectif affiché est d'améliorer la réactivité des équipes techniques, de réduire les dysfonctionnements et de consolider la continuité du service public de l'eau dans la capitale. L'annonce a été faite jeudi par le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, lors d'une visite de travail et d'inspection consacrée à plusieurs projets hydrauliques dans la wilaya d'Alger. Cette enveloppe sera principalement consacrée à l'acquisition d'équipements et de moyens d'intervention et de maintenance, ainsi qu'au renforcement des capacités des équipes techniques, afin de permettre une prise en charge plus rapide des pannes et des perturbations. Cette opération intervient dans un contexte marqué par une mobilisation accrue des ressources hydriques et par la nécessité d'adapter les infrastructures à l'évolution de la demande. Selon les données présentées lors de la visite, la production d'eau dans la wilaya d'Alger atteint 1,1 million de m³ par jour, pour répondre aux besoins de plus de 4,6 millions d'habitants. Le dessalement constitue désormais la principale source d'approvisionnement de la capitale. Les 10 stations de dessalement existantes assurent ainsi 62 % des ressources mobilisées, avec une capacité globale de 690.000 m³/jour. Les barrages contribuent à hauteur de 21 %, tandis que les eaux souterraines représentent 17 %. Cette diversification des ressources s'ac-

compagne d'un effort visant à renforcer les capacités de stockage. Celles-ci avoisinent actuellement un million de m³, répartis sur près de 180 réservoirs, alors que le réseau de distribution dépasse 809 km. Le ministre a insisté sur la nécessité de poursuivre le développement des capacités de stockage afin de mieux absorber d'éventuelles perturbations et de sécuriser davantage l'approvisionnement. Le ministère entend également accélérer la modernisation des réseaux. Le renouvellement des conduites vieillissantes, la réduction des fuites et la lutte contre les branchements anarchiques figurent parmi les priorités. Le ministre a également appelé à développer une « gestion intelligente de l'eau », à travers notamment les compteurs intelligents et les systèmes de télégestion des infrastructures. La modernisation du système hydraulique d'Alger concerne également l'assai-

nissement. Dans ce domaine, près de 250.000 m³ d'eaux usées sont traités quotidiennement à travers six stations, avec environ un million de m³ d'eaux épurées réutilisées chaque année, notamment pour l'irrigation. Une nouvelle étape a été franchie avec la mise en service de la station d'épuration des eaux usées de Sidi Bennour, dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah. Dotée d'une capacité de traitement de 32.000 m³/jour, soit l'équivalent des besoins de 200.000 habitants, cette infrastructure est destinée à prendre en charge les eaux usées des communes avoisinantes. Pour Lounès Bouzegza, l'enjeu est désormais d'assurer une exploitation « optimale et rationnelle » des stations d'épuration de la capitale, qui produisent près de 600.000 m³ d'eau, afin de valoriser cette ressource notamment pour l'arrosage des espaces verts.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 27 أوت 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 27 Août 2026

Prix du détail ¹ أسعار التجزئة ¹ DA / Kg دج / كلف					
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	102	114	90	البطاطا
	Tomate	80	96	64	الطماطم
	Oignon sec	81	90	71	البصل الجاف
	Ail sec	746	859	633	الثوم الجاف
	Carotte	120	132	107	الجزر
	Navet	166	187	145	اللفت
	Poivron	131	149	114	القلفل الاخضر
	Piment	139	159	120	القلفل الحار
	Courgette	89	103	74	الكوسة
	Haricot vert	209	236	183	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	122	136	108	الخس
	Pomme locale	419	523	316	التفاح المحلي
	Datte	515	377	393	التمر
	Raisin	297	580	218	العنب
	Banane	599	624	574	الموز
	Melon	89	103	76	البطيخ الاصفر
	Pastèque	73	83	63	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2087	2241	1934	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	500	514	486	الدجاج
	Œufs (Unité)	19	21	18	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	99	106	92	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	3,34	-6,06	7,35	7,54	4635	1 599 075,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,13	0,24	116,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,01	-0,16	7,56	7,64	5715	8 001 000,00
BIOPHARM	BIO	2 514,00	2514,00	0,00	0,05	1,09	6,68	6,36	1000	2 514 000,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 049,00	2049,00	0,00	-1,01	-7,11	8,49	8,54	7175	14 701 575,00
EGH EI Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-2,01	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	411,00	431,00	+4,87	2,64	2,90	1,19	8,12	530	228 430,00

À l’heure de l’IA, qui racontera l’Algérie si nous ne la documentons pas ?

Une offre reçue par mail pour acquérir l'Universalis sur une clé USB m'a ramené à ma Britannica, achetée sur ma bourse d'étudiant, puis à Al Maârif, acquise pour mes enfants et pour renouer moi-même avec le savoir en arabe. Mais très vite, une autre question a pris le dessus, bien plus grande que le choix entre le papier et le numérique.

3^e partie et fin

Par Dr Ali Kahlane (*)

L'UNESCO, dans sa recommandation sur l'éthique de l'IA, insiste précisément sur la diversité culturelle, linguistique et informationnelle dans le développement de ces technologies. Au-delà des principes, quelques leviers opérationnels méritent d'être posés sur la table : • Un dépôt légal numérique élargi, qui garantisse que toute production éditoriale, scientifique et médiatique algérienne entre, nativement, dans un fonds national exploitable. • Des partenariats avec la diaspora et les institutions étrangères détentrices d'archives algériennes, pour rapatrier — au moins numériquement — ce qui a été écrit sur nous hors de nos frontières. • La libération sous licence ouverte de fonds publics, afin qu'ils soient non seulement consultables, mais entraînables par des modèles. • La constitution de jeux de données de référence en darija et en tamazight, ces langues aujourd'hui invisibles pour les machines. • Un « corpus-or » validé, servant à la fois à entraîner les futurs modèles et à évaluer la justesse de tous les modèles, algériens comme étrangers, sur les sujets algériens. L'objectif n'est pas de fabriquer une vérité officielle unique. C'est de bâtir une infrastructure commune de connaissances : fiable, pluraliste, multilingue, mise à jour et exploitable, dans laquelle chaque institution conserve ses fonds, mais où les citoyens, chercheurs et machines savent enfin ce qui existe et où le trouver.

Un tel fonds devrait respecter quelques principes simples : identifier les auteurs et les sources ; dater les contenus et conserver les versions ; distinguer les faits établis, les interprétations et les controverses ; publier dans nos quatre langues avec des passerelles entre elles ; prévoir des mécanismes publics de correction ; rendre les contenus lisibles par le public et techniquement exploitables par les IA tout en protégeant les droits d'auteur, les données personnelles et les fonds sensibles. « La souveraineté numérique commence par la maîtrise de notre mémoire et de nos connaissances. » VI. Le pas décisif : de la documentation à l'entraînement d'une IA algérienne Il faut aller au bout du raisonnement. Documenter l'Algérie pour que les IA existantes cessent de la déformer, c'est absolument nécessaire. Mais ce n'est que la moitié du chemin. Car un corpus national n'est pas seulement une source à citer : c'est de la matière première d'entraînement pour les IA. C'est la différence entre subir et maîtriser. Tant que nous nous contentons d'améliorer ce que ChatGPT ou Gemini disent de nous, nous restons dépendants d'outils conçus ailleurs, selon des priorités qui ne sont pas les nôtres. Le jour où l'Algérie disposera d'un corpus vérifié, multilingue et massif, elle disposera de ce qui manque le plus cruellement pour bâtir ses propres modèles. Ce n'est pas la puissance de calcul ou les algorithmes qui s'achètent ou qui se partagent, ce sont tout simplement les données authentiques, en quantité et en



qualité, que personne d'autre ne peut produire à notre place. C'est un renversement stratégique. Le corpus cesse d'être un musée numérique pour devenir un actif industriel. Il alimente en amont un Wikipédia algérien enrichi, qui propulse notre voix dans tous les modèles du monde, et il alimente, en aval, une future IA algérienne capable de parler nos langues, de comprendre notre darija, de restituer notre histoire sans intermédiaire. Les deux mouvements se renforcent : le corpus fournit les sources, Wikipédia les diffuse, et l'IA nationale les mobilise.

Du patrimoine documentaire à une IA algérienne mieux informée

- 1 Archives, livres et recherches Repérer et préserver les fonds publics et privés.
- 2 Numériser et documenter ↓ Décrire, dater, attribuer et relier les documents. ↓
- 3 Corpus algérien vérifié Tamazight · Français · English · arabe Wikipédia multilingue authentiquement algérien
- ↓ 4 IA avec sources citées Interroger le corpus sans perdre la trace des documents.
- ↓ Modèle d'IA algérien entraîné sur nos données ↓

5 Citoyens, chercheurs et institutions

Partager, enseigner, décider et transmettre. Numériser ne suffit pas : les documents doivent être décrits, datés, vérifiés, reliés entre eux et rendus techniquement exploitables. Le corpus alimente Wikipédia, qui diffuse la voix algérienne dans tous les modèles ; et il alimente une IA nationale entraînée sur nos propres données.

VII. Ce que l'encyclopédie nous a appris, et qui reste vrai

Revenons, pour finir, à ma Britannica anglaise et à mon Al Maârif arabe. Elles sont peut-être devenues des meubles. Mais ce qu'elles représentaient reste, aujourd'hui plus que jamais, indispensable. Car l'IA a une faiblesse que l'encyclopédie n'avait pas : elle s'exprime avec assurance,

mais peut mélanger deux événements, inventer une référence, attribuer une phrase au mauvais auteur. Le NIST, l'organisme américain de référence, parle de « confabulation » pour désigner des contenus produits avec aplomb alors qu'ils sont manifestement erronés. L'encyclopédie, elle, portait une responsabilité éditoriale : des auteurs crédibles, une direction scientifique, une date, une bibliographie, une version identifiable. Tout cela permet une remontée aisée aux sources. « Une réponse bien formulée n'est pas nécessairement une réponse exacte. » C'est exactement ce modèle ; traçabilité, attribution, datation, responsabilité, qu'il nous faut reconstruire, non plus dans trente volumes reliés, mais à l'échelle d'une nation et à l'ère des machines. L'encyclopédie de demain ne sera ni une rangée de volumes ni une clé USB : elle sera très certainement un fonds numérique national, multilingue et vivant, doublé d'une interface conversationnelle, enrichi par de plus en plus d'agents plus ou moins spécialisés, où les citoyens, chercheurs et intelligences artificielles viendront chercher une connaissance fiable de l'Algérie. Deux outils, deux fonctions complémentaires L'IA apporte L'encyclopédie apporte Une réponse immédiate Un contenu relu Une explication personnalisée Des auteurs identifiés Une synthèse de plusieurs idées Une organisation cohérente Un dialogue continu Une référence stable Une grande capacité d'exploration Une responsabilité éditoriale Elles ne remplissent pas la même fonction.

Leur association est plus utile que leur opposition. L'IA et l'encyclopédie ne sont donc pas des adversaires. L'une apporte la vitesse, le dialogue et la personnalisation ; l'autre la structure, la traçabilité et la confiance. Le meilleur avenir naîtra de leur rencontre, à condition que nous en soyons les auteurs.

CE QUE L'ALGÉRIE DOIT RETENIR

Notre priorité n'est pas de reconstruire une encyclopédie en volumes, mais de constituer un patrimoine numérique algérien vérifié, multilingue et exploitable : un corpus qui nourrit un Wikipédia authentiquement algérien, qui corrige le biais des modèles étrangers, et qui fournit la matière première d'une IA nationale. Le meuble et la mémoire Ma Britannica est devenue un meuble. Al Maârif, un témoin d'une époque où l'on achetait le savoir volume après volume. Mais ce que ces encyclopédies incarnaient, le temps de vérifier, l'effort d'organiser, la responsabilité de publier, la volonté de transmettre, cela n'a rien perdu de sa nécessité. Il a seulement changé d'échelle. Pour l'Algérie, la vraie question n'est plus : « Faut-il encore acheter une encyclopédie ? » Elle est devenue : « Voulons-nous laisser les intelligences artificielles apprendre notre pays à travers les données des autres, ou allons-nous, enfin, organiser, numériser, écrire et transmettre nous-mêmes notre propre mémoire ? » La réponse ne dépend d'aucune machine. Elle dépend de nous.

Sources et repères

CARE | IDÉES & DÉBATS · ENCYCLOPÉDIES ET IA [1] Stephan M. Horak, compte rendu de The New Encyclopaedia Britannica, 15e édition, Nationalities Papers, Cambridge University Press. [2] Encyclopædia Universalis, présentation de l'édition « Universalis Numérotée ». [3] NIST, Artificial Intelligence Risk Management Framework: Generative Artificial Intelligence Profile (sur la « confabulation »). [4] Encyclopædia Universalis, configurations et fonctionnement hors connexion. [5] Harvard Business Review, « Encyclopædia Britannica's President on Killing Off a 244-Year-Old Product ». [6] CERIST, Système national de documentation en ligne et portails de l'information scientifique et technique (SNDL, ASJP, PNST, Catalogue collectif algérien, BiblioUniv). [7] UNESCO, Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle. [8] OpenAI, présentation officielle de l'abonnement ChatGPT Plus. [9] Wikimedia / Diff, données de lectorat et de contribution des projets Wikimedia en Algérie (répartition français / arabe). [10] Sur la sur-pondération de Wikipédia dans l'entraînement des grands modèles : voir Brown et al., « Language Models are Few-Shot Learners » (GPT-3, OpenAI, 2020), où Wikipédia est échantillonnée avec un poids plusieurs fois supérieur à son volume réel dans le corpus d'entraînement ; voir aussi les travaux sur la composition de MassiveText (Scaling Language Models / Gopher, DeepMind). [11] Sur le derja algérien comme langue « sous-dotée » : Boucherit & Abainia, Offensive Language Detection in Under-resourced Algerian Dialectal Arabic Language. [12] L. Chalabi, M. Dahmane, « Open access in developing countries: African open archives », Information Services and Use 31 (3-4), 111-119, 2011. [13] M. Dahmane, « Fake news et désinformation à l'ère du Web », STRATEGIA 7 (2), 06-24, 2020.

(*) expert en stratégie numérique, vice-président du Care

TLEMCCEN

Entrée en service de 20 bus pour renforcer le transport urbain

Vingt nouveaux bus de transport urbain sont entrés en service, mercredi dans la wilaya de Tlemcen, venant renforcer le parc de l'Etablissement public de transport urbain et suburbain de Tlemcen, sous la tutelle des autorités de la wilaya. Ce premier quota de bus s'inscrit dans le cadre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renouveler et à renforcer les parcs de transport urbain à travers le territoire national. A Tlemcen, cette opération permettra de faciliter les déplacements des habitants de l'agglomération du Grand Tlemcen, selon les explications fournies par le directeur des transports de la wilaya, Samir Rabiâi. Le responsable a précisé que ces bus, d'une capacité de 100 passagers chacun, seront affectés au renforcement de neuf lignes de transport urbain, notamment celles dépendant des quartiers de « El Koudia », « Boudjlida » et « Oudjlida » dans la commune de Tlemcen, ainsi que les quartiers de « Bouhenak » et « AADL » dans la commune de Mansourah, en plus du quartier « Ouzidane » dans la commune de Chetouane. La mise en service de ces nouveaux bus devrait contribuer à améliorer la qualité des services offerts aux citoyens et à réduire la tension enregistrée sur le transport au niveau des lignes concernées, selon la même source. M. Rabiâi a également indiqué que le parc de transport urbain de la wilaya de Tlemcen sera prochainement renforcé par une deuxième tranche de 20 bus supplémentaires ou davantage, qui visera à renforcer les lignes de transport au niveau des communes de Hennaya, Beni Mester et d'autres communes de la wilaya. A noter que le parc de transport de la wilaya de Tlemcen compte plus de 1.300 bus de transport urbain et suburbain, exploités par quelque 950 opérateurs exerçant dans ce secteur, selon les données fournies par les services concernés. R E.

SIDI BEL-ABBES

Des mesures et des projets pour renforcer l’approvisionnement en eau potable

La wilaya de Sidi Bel-Abbes s'attelle à la mise en œuvre d'une série de mesures et de projets en vue de renforcer le service public d'approvisionnement en eau potable (AEP), a indiqué le directeur local des Ressources en eau, Djebbar Belmerir.

Parmi les mesures citées par le responsable, la mobilisation accrue des ressources en eaux souterraines et la réalisation d'interconnexions entre les transferts à travers la wilaya. "Ces actions visent à faire face aux éventuelles perturbations dans la production et la distribution, tout en renforçant les structures de stockage", a-t-il précisé. M. Belmerir a expliqué que ces projets et mesures s'inscrivent dans le cadre des efforts visant à améliorer la qualité et la continuité du service public de l'eau potable, notamment en augmentant les capacités de production et de distribution et en améliorant la fréquence d'approvisionnement dans plusieurs communes de la wilaya. Dans ce contexte, trois stations de pompage ont été réhabilitées, permettant de pomper un volume supplémentaire de 25 000 mètres cubes/jour à partir du barrage de Sidi Abdelli. Cette opération renforcera le programme de distribution au profit de 19 communes, en plus de l'adoption d'un système de télégestion pour faciliter le suivi et le contrôle des opérations de pompage et de distribution.

Les mesures prises comprennent également la mise en service du champ captant de Chott Chergui afin de renforcer l'approvisionnement de plusieurs communes, ainsi que la réhabilitation des réseaux de distribution à Telagh, Mezaourou et Teghalimet, en vue de limiter les fuites, d'améliorer le rendement du réseau et de prévenir les maladies à transmission hydrique. Le volume d'eau mobilisé à partir du champ captant de Chott Chergui a également été augmenté, passant de 12.000 à 14.000 mètres cubes/jour, contribuant à une meilleure approvisionnement en eau potable dans plusieurs localités. Par ailleurs, la conduite de refoulement "Beni Bahdel" vers la station de traitement de Sidi Abdelli a été réhabilitée sur une distance de 4 km, permettant d'éliminer les fuites et d'augmenter la production journalière de 20 pour cent. La région d'Aïn El Berd a également bénéficié de la pose d'une conduite de 12.500 mètres linéaires à partir d'un réservoir de 500 mètres cubes situé à Mahamid, améliorant ainsi l'alimentation des communes d'Aïn El Berd, Sidi Hamadouche et Sidi Ibrahim.

Les opérations ont également porté sur l'alimentation de la localité de "Benachiba" à partir de la nouvelle station de pompage de Sidi Ahmed, le renforcement de l'alimentation de la zone de Sidi Ahmed (commune de Tenira) à partir d'un forage artésien via un réseau de 6 000 mètres, la réhabilitation du réseau d'alimentation de la localité de "Bouaïche" (commune de Sidi Daho) sur 14.708 mètres, accompagnée de la réalisation d'un château d'eau de 500 mètres cubes, ce qui permettra de résorber un déficit quotidien de 20 pour cent causé par la vétusté de l'ancien réseau, en plus du renouvellement du réseau de distribution de la zone de Bel-louladi (commune d'Amarnas) sur 4.422 mètres, afin d'éliminer les fuites et de récupérer près de 20 pour cent d'eau perdue. Ces projets, achevés ou en cours d'exploitation, traduisent les démarches des autorités locales pour renforcer la sécurité hydrique et garantir la continuité du service public d'AEP, répondant ainsi au mieux aux besoins des habitants des différentes communes et villages de la wilaya, a conclu la même source.

APS

BEJAIA

Début de remise des décisions d’indemnisation aux sinistres des incendies de juillet dernier

L'opération de remise des décisions d'indemnisation aux sinistres des incendies ayant affecté plusieurs communes de la wilaya de Bejaia en juillet dernier, a été lancée, à-on avis, vendredi, auprès des services de la wilaya. La remise des décisions d'indemnisation a débuté hier, jeudi, au profit des citoyens sinistrés par les incendies

qui ont touché la daïra d'Ouzelaguen, ainsi que les communes de Beni Maouche et Barbacha, juillet dernier, ont précisé les mêmes services. Ces indemnisations concernent les citoyens ayant subi des préjudices à la suite des incendies de forêts et des dégâts causés aux récoltes agricoles dans la région, et ce sur la base des résultats des

constats effectués sur le terrain et de l'évaluation des dommages et pertes enregistrés par les commissions ad hoc, ajoute la même source. Les mêmes services ont indiqué que cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant finalisation de l'opération d'indemnisation

des sinistres des incendies avant le 31 août en cours, et conformément aux orientations du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Said Sayoud, visant à accélérer l'application de cette opération d'indemnisation et de prise en charge rapide des sinistrés.

Agence

TÉBESSA

Deux opérations pour renforcer l’approvisionnement en eau des habitants de la cité Diar Chouhada

La direction de l'hydraulique de la wilaya de Tébéssa a lancé deux opérations de développement pour le renforcement de l'approvisionnement en eau des 2000 habitants de la cité Diar Chouhada au chef-lieu de wilaya, a indiqué jeudi la directrice de wilaya du secteur,

Sonia Rehahlia. La même responsable a fait état du lancement de la construction d'un château d'eau d'une capacité de 250 m3 pour une enveloppe financière de plus de 32 millions DA au titre du programme sectoriel 2025.

Dans le même contexte, près de 10 millions DA du budget de wilaya 2026 ont été répartis pour la rénovation du réseau de distribution d'eau potable de la même cité avec installation de canalisations nouvelles d'une longueur de 3.600 mètres et 500 branchements individuels,

selon la même source. La même responsable a précisé que ces deux opérations ont été lancées au début de cette semaine, prévoyant leur réception et mise en service "avant la fin de l'année en cours".

R E.

MÉDÉA

Le secteur de la santé renforcé par 207 recrutements dans différentes spécialités paramédicales

Le secteur de la santé à la wilaya de Médéa a été renforcé par 207 nouveaux employés, recrutés dans les différentes spécialités paramédicales, at-on appris, mercredi, des services de la wilaya. Le secteur hospitalier de la wilaya a été renforcé par plusieurs postes budgétaires et pédagogiques « importants » et « urgents », afin de combler le déficit enregistré en personnel paramé-

cal, a précisé la même source, ajoutant que cette opération s'inscrit dans le cadre d'une stratégie nationale visant à assurer une bonne gestion des ressources humaines et à améliorer les prestations de soins destinées aux citoyens. Les nouveaux postes ouverts concernent principalement 81 infirmiers de santé publique (ISP), 35 sages-femmes et 32 manipulateurs en radiologie,

ainsi que d'autres postes pertinents de différentes spécialités. L'opération de recrutement vise à répondre aux besoins des établissements publics de santé de la wilaya en personnels médicaux et paramédicaux, notamment face à la demande croissante en prestations de santé, à l'évolution démographique et aux besoins grandissants en matière de prise en charge médicale spécialisée.

Par ailleurs, l'établissement public hospitalier (EPH) Mohamed Boudiaf, s'est doté d'un ensemble moderne et intégré d'équipements et de matériel de stérilisation destinés au bloc opératoire central, qui consolidera la disponibilité des salles d'opérations et renforcera les conditions de sécurité et de prévention contre les maladies nosocomiales, note la même source.

Agence

Réfléchir collectivement et expérimenter

Il est urgent de réfléchir collectivement et d'expérimenter, ce que ne peuvent plus faire les sociétés de classes profondément divisées et étroitement engagées. La division sociale de classes et du travail divise désormais plus qu'elle n'intègre. Les problèmes auxquels sont confrontés l'humanité sont considérables : crises économiques (chômage des diplômés, inégalités sociales), crise climatique (sécheresse, inondations).

1^{ère} partie

Par DERGUINI Arezki (*)

Les sociétés de classes abordent ces problèmes par une lentille étroite, celui de l'intérêt d'une classe capitaliste monopoliste et avec des hypothèses qui ont épuisé leur fertilité. Les sociétés postcoloniales ne peuvent refaire le chemin des sociétés de classes pour arriver là où ces dernières sont arrivées. Elles doivent emprunter un autre chemin qui ne peut être dégagé sans une réflexion collective sur la différenciation sociale qu'elles peuvent et doivent expérimenter et le processus institutionnel qui doit la soutenir.

Système institutionnel et processus institutionnel

Les sociétés postcoloniales qui ont emprunté leur système institutionnel sans adapter ses institutions à leurs croyances se sont mises dans une impasse, elles restent bloquées dans ce qu'on appelle la trappe du revenu intermédiaire. Elles ont ignoré ce à quoi elles tenaient vraiment et s'égarent dans l'imitation. Elles ont amputé le système institutionnel importé d'une partie de ses institutions et de ses croyances, et on n'a pas mis en marche un processus d'institutionnalisation indigène en mesure d'endogénéiser certaines de ses institutions et certaines de ses valeurs. Le système de croyances n'étant pas suffisamment ferme, le système institutionnel importé et amputé a écrasé le processus d'institutionnalisation émergent. Le système institutionnel importé appartenait à un écosystème particulier, celui de la société de classes européenne et de sa division du travail. Il tend, pour se reproduire, à reconstituer son écosystème, à produire une société de classes et ses institutions. Car il y a co-production de la société et de son système institutionnel. On a considéré à tort qu'un système institutionnel importé par une société pouvait mettre en marche un processus social endogène d'institutionnalisation. La société française, pour ne citer qu'elle, a repris les institutions de sa classe dominante. L'enrichissement de la société a accompagné un tel processus d'imitation. L'imitation de la classe dominante par la classe dominée représentait la perspective de la société. Aussi parlera-t-on d'une construction par le haut du processus d'institutionnalisation et d'un processus ayant réussi à stabilisé un système institutionnel. C'est un tel processus qui est dans l'impasse chez les sociétés importatrices postcoloniales. La société algérienne d'origine segmentaire diffère radicalement de la société de classes. Le processus d'institutionnalisation n'a ni le même point de départ ni ne peut avoir la même dynamique. Le système institutionnel importé ne



réussit pas à soumettre la société à un processus d'institutionnalisation, il n'a pas conduit au-delà d'une atomisation de la société algérienne. Un processus d'institutionnalisation peut importer des institutions, mais un système institutionnel d'une société d'origine de classes ne peut pas engendrer le processus d'institutionnalisation d'une société d'origine segmentaire. Il manque un soubassement social et culturel nécessaire à une appropriation par la société de ce système.

La différenciation sociale des sociétés postcoloniales ne peut donc pas s'achever dans une société performante de classes, il a non seulement manqué du soubassement social et culturel, mais aussi des conditions historiques nécessaires, celles des premières révolutions industrielles. La différenciation sociale n'ayant pas de modèle, elle s'enferme dans un état d'atomisation.

Une seule alternative existe pour redonner à la société la consistance et l'énergie nécessaire à son développement : redonner le primat au processus d'institutionnalisation sur celui du système institutionnel afin de remettre le système institutionnel dans un processus social d'institutionnalisation qui garantira sa stabilité et son évolution. S'il faut importer des institutions exemplaires, ce sera celles que le processus d'institutionnalisation sera en mesure d'internaliser et d'apparier les règles aux croyances sociales. Les institutions étrangères dont la société partage les règles du fait de ses croyances peuvent alors être adoptées. Mais pour ce faire, l'internalisation ne pourra pas se contenter d'imiter, elle devra innover. On imite pour s'épargner d'une expérience, mais on doit innover pour adapter à un contexte industriel, social et culturel, pour enrichir son expérience et non l'appauvrir.

Voilà la seule façon de mettre fin au dualisme du formel et de l'informel. Les règles formelles ne constituent pas des institutions tant que les acteurs ne les ont pas intériorisées comme croyances

partagées (« je respecte les règles, parce que je sais que les autres les respectent ») (M. Aoki). Le formel ne s'impose pas à l'informel, ils se combattent s'ils ne se complètent pas. En vérité, ils finissent toujours par se compléter, de manière optimale ou non. Leur dissonance dérègle la société ou plutôt règle la société, dans sa quête d'équilibre, de manière non optimale. Lorsque les règles se combattent, le formel peut contenir l'informel, mais seulement tant qu'il en a les ressources. Remettre le système institutionnel dans un processus institutionnel actif, c'est rétablir l'unité des règles formelles et des règles informelles, l'unité du processus de construction par le haut et du processus de construction par le bas, les règles produites par la société et les règles proposées par le politique. Les règles peuvent alors être suivies, les buts du jeu social atteints.

Tout le problème des sociétés postcoloniales tient précisément dans le divorce du système institutionnel et du processus d'institutionnalisation, le processus de construction par le haut et le processus de construction par le bas ne se complètent pas, mais se chevauchent. En fait, le système institutionnel écrase le processus social d'institutionnalisation et la société ne trouve pas sa place dans le système institutionnel.

Pour faire du système institutionnel le produit du processus d'institutionnalisation par le haut et par le bas, les idées doivent être claires quant au processus de différenciation sociale et sa régulation. La société doit être résolument compétitive pour déployer sa différenciation sociale dans toute sa diversité et complexité tout en étant résolument coopérative pour conjurer la formation d'une classe de propriétaires héréditaires qui ne se préoccuperait que d'une privatisation monopolisation des ressources locales. Il faut pour cela une classe politique qui ne se contente pas d'émettre des règles, mais relaye des

croyances qu'elle veut que la société partage et que cette dernière peut partager. Elle sélectionne des croyances qu'elle s'efforce de diffuser. L'élite sociale de par sa réussite est toujours exemplaire, mais pas toujours du bon exemple. S'il se trouve que les croyances qu'elle sélectionne ne sont pas de la société ou n'en sont pas les bonnes, la trajectoire de la société restera incertaine. La société segmentaire ne pouvant plus se transformer en société de classes, du fait qu'elle ne peut plus bénéficier des conditions d'une telle transformation que l'on peut réduire aux conditions des premières révolutions industrielles, afin d'être résolument compétitive et coopérative, elle doit adopter un modèle de différenciation sociale dynamique acceptant une mobilité sociale intense ne se transformant pas en production d'une classe de propriétaires héréditaires. L'appropriation étant résolument tournée vers la production plutôt que vers la propriété. On s'approprie moins pour posséder que pour produire. Et ce serait là réenchâsser le système institutionnel dans les croyances égalitaires de la société, de faire de son égalitarisme une force du processus de différenciation plutôt qu'une faiblesse. Un égalitarisme qui ne refuse pas la différenciation, mais la monopolisation privée ainsi qu'une croissance des inégalités qui ne soit pas croissance de l'égalité. Car c'est le processus de différenciation (inégalisation) et d'indifférenciation (égalisation) qui fait la dynamique et l'identité d'une société. Un processus d'indifférenciation, qui hérite de la société segmentaire ce processus et qui rattrape constamment le processus de différenciation, programme une société égalitaire. Encore faudrait-il que cette société héritière de la société segmentaire libère de son sein le processus de différenciation et le coordonne. Au lieu de couper les têtes de toute élite selon ses anciennes habitudes, de crainte de menacer son égalitarisme, elle doit s'en donner une qu'elle puisse imiter pour se dépasser, pour ne pas s'enfoncer dans la consommation improductive. Il ne faut pas sous-estimer le désir de la jeunesse de vouloir faire partie des citoyens du monde tout en étant le vecteur dynamique d'une société égalitaire. Avec une telle foi et une telle énergie, une nouvelle trajectoire historique pourrait alors se déployer et participer du nouvel ordre mondial émergent. Dans la circularité du processus social d'institutionnalisation et du système institutionnel, pourraient se partager des croyances collectives et se former des collectifs en mesure d'engager des processus inclusifs capables de tirer profit ou de se protéger des chocs à venir.

(A suivre)

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

SYRIE

Visa et Mastercard annoncent les premiers paiements par carte depuis des années

Les groupes de services financiers Visa et Mastercard ont annoncé avoir procédé à des paiements internationaux par carte en Syrie. Il s'agit d'une première depuis plus de 10 ans. Bientôt la fin de l'isolement économique de la Syrie ? Les groupes de services financiers Visa et Mastercard ont annoncé avoir procédé aux premiers paiements internationaux par carte dans le pays depuis plus de 10 ans. Une décision rendue possible après que les Etats-Unis ont retiré lundi le pays de leur liste des Etats soutenant le terrorisme. Dans un communiqué, Mastercard indique que le groupe et la Qatar National Bank (QNB) ont "traité le premier paiement international par carte en Syrie depuis plus de 15 ans, marquant une étape importante dans la modernisation de l'écosystème des paiements syriens". De son côté, Visa a déclaré mercredi 26 août avoir "testé la première transaction internationale en conditions réelles en Syrie", saluant également "une étape importante pour le soutien au secteur des services financiers du pays".

Un nouveau départ porteur de grands espoirs

Mercredi soir, le gouverneur de la Banque centrale, Safwat Raslan, a publié sur les réseaux sociaux une vidéo le montrant aux côtés du président syrien Ahmad al-Chareh, lequel a réglé un café par carte dans un établissement de Damas. "C'est un sentiment difficile à décrire avec des mots", a-t-il déclaré, évoquant "un nouveau départ porteur de grands espoirs, mais aussi de responsabilités". Depuis la chute, en décembre 2024, du dirigeant syrien Bachar el-Assad, plusieurs pays occidentaux ont levé les sanctions contre la Syrie qui avaient été imposées, pour la plupart, après le déclenchement de la guerre civile en 2011, un conflit qui a duré près de 14 ans. Lundi, les Etats-Unis ont retiré la Syrie de leur liste des Etats soutenant le terrorisme, sur laquelle elle figurait depuis 47 ans et qui impliquait de lourdes restrictions, marquant une nouvelle étape de la levée progressive des sanctions.

Agence

ÉGYPTE

Le Caire invite Eni et BP à accélérer sur Denise West

L'Égypte redevenue importatrice nette de gaz, traverse depuis fin 2023, sa pire crise énergétique depuis des décennies. Le pays cherche à réduire sa dépendance aux importations qui pèsent lourd sur ses finances publiques en misant notamment sur ses ressources en mer Méditerranée.

Synthèse R I.

Les multinationales Eni et BP pourraient donner, dans les prochains mois, le feu vert au développement de Denise West, gisement gazier découvert en mer en avril dernier. Le président Abdel Fattah al-Sissi a reçu le PDG d'Eni Claudio Descalzi au Caire pour pousser le dossier, avec un objectif de premier gaz en moins de deux ans, a rapporté Reuters mardi 25 août. Pour Le Caire, l'urgence de la concrétisation de ce projet est autant budgétaire qu'énergétique. Depuis la fermeture du détroit d'Ormuz en février, les prix du gaz naturel liquéfié (GNL) ont bondi de plus de 83 %, passant de 12 à 22 dollars par million d'unités thermiques britanniques (BTU). L'Égypte qui dépend massivement des importations de combustible pour couvrir sa demande énergétique intérieure, a alloué quelque 10,7 milliards de dollars à ses achats de gaz pour l'exercice 2026/27 soit 26 % de plus que le montant de l'an-

née précédente, a indiqué Asharq Business.

Un gisement pensé pour aller vite

Découvert dans la concession Tamsah en Méditerranée orientale, le gisement recèle, d'après des estimations du groupe italien environ 56,6 milliards de mètres cubes de gaz et 130 millions de barils de condensat, hydrocarbure liquide extrait avec le gaz. Surtout, il se trouve à moins de dix kilomètres d'infrastructures existantes, dans des eaux peu profondes d'environ 95 mètres. Cette proximité permet d'envisager un raccordement rapide aux installations déjà en service, sans construire de nouvelles plateformes. « Denise West revêt une importance stratégique et se prête à un développement accéléré », a déclaré Descalzi lors de la réunion, à laquelle participaient également le Premier ministre Mostafa Madbouly et le ministre du Pétrole Karim Badawi. Denise West s'inscrit dans un effort d'ex-

ploration engagé par Eni depuis octobre 2025. Une campagne qui a déjà produit des résultats au large du Sinaï et dans le delta du Nil. Le groupe italien, premier producteur de pétrole et de gaz en Égypte via sa filiale IEOC, a extrait près de 242 000 barils équivalents pétrole par jour en 2025. Ses engagements dans le pays s'élèvent à 8,5 milliards de dollars investis à ce jour, avec un programme étendu de 8 milliards de dollars supplémentaires sur cinq ans annoncé en novembre 2025. En juin dernier, l'Égypte a soldé l'intégralité de ses arriérés envers les compagnies internationales. Une dette qui avait atteint 6,1 milliards de dollars en juin 2024. Ce règlement a débloqué plus de 19 milliards de dollars d'engagements d'investissement, dont 5 milliards de BP, aux côtés des 8 milliards d'Eni. L'Égypte entend porter sa production de gaz de 4,1 à 6,6 milliards de pieds cubes par jour d'ici 2027, soit une hausse de 61 %, a précisé le ministre du Pétrole Karim Badawi.

MAURITANIE

Remise en marche de la centrale Ouest à pleine capacité et récupération de 50% de la capacité de la centrale Est

Le directeur général du groupe Somelec, M. Akhroumbaly Lahbib, a déclaré que les deux incendies qui se sont déclarés vendredi et samedi derniers ont causé des dommages aux stations de transformation Est et Ouest, soulignant que la Société a com-

mencé, dès les premières heures de l'accident, à prendre une série de mesures urgentes pour garantir la continuité de l'approvisionnement des citoyens en électricité, en particulier les secteurs vitaux de la capitale Nouakchott. Il a expliqué que les orientations

de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, étaient claires et décisives, se concentrant principalement sur l'accélération du rétablissement du service électrique pour les citoyens, ajoutant que les équipes techniques de la So-

melec, avec un suivi direct du gouvernement, ont réussi ce mercredi, grâce à la mise à disposition des capacités et des moyens nécessaires, à remettre en marche la centrale Ouest à sa pleine capacité

R I.

TUNISIE

Pour les coupures d'eau et électricité, le président dénonce des «actes prémédités»

Tout juillet, puis de nouveau en cette fin août, des températures caniculaires frôlant les 50 degrés ont fait grimper la consommation d'électricité et d'eau, deux services publics. Dans un communiqué publié dans la nuit de mercredi à jeudi, M. Saïed a assuré que les longues coupures, qui peuvent dépasser les dix heures d'affilée, y compris à Tunis, "ne sont pas de simples événements passagers ni des cas isolés". TUNIS: Le président tunisien Kais Saïed, doté des pleins pouvoirs depuis l'été 2021, a dénoncé des "actes prémédités" visant à "attiser les tensions" pour expliquer les coupures d'eau et d'électricité qui rythment le quotidien des Tunisiens depuis le début de l'été. Tout juillet, puis de nouveau en cette fin août, des températures caniculaires frôlant les 50 degrés ont fait

grimper la consommation d'électricité et d'eau, deux services publics. Dans un communiqué publié dans la nuit de mercredi à jeudi, M. Saïed a assuré que les longues coupures, qui peuvent dépasser les dix heures d'affilée, y compris à Tunis, "ne sont pas de simples événements passagers ni des cas isolés". M. Saïed s'est exprimé après une réunion avec sa cheffe de gouvernement, les ministres concernés et les dirigeants des deux entreprises publiques, Steg (électricité) et Sonède (eau). Dans son communiqué, M. Saïed, coutumier des déclarations à caractère complotiste, affirme que "les enquêtes ont démontré" que les coupures "dans plusieurs zones ne résultaient pas de pannes ordinaires". Selon lui, il s'agit "d'actes prémédités visant à enflammer la situation par tous les moyens, à répandre men-

songes et rumeurs afin de semer la confusion" et à "maltraiter les citoyens jusque dans les services les plus élémentaires". Comme en juillet, la Steg a recommencé à publier des avis de "délestages", destinés à soulager son réseau sous forte tension, en listant les villes concernées ainsi que les quartiers de Tunis, une agglomération d'environ trois millions d'habitants sur 12 millions. Les Tunisiens subissent aussi de fréquentes coupures d'eau, car une bonne partie de l'approvisionnement en eau courante nécessite un pompage. La production de bouteilles d'eau minérale, dont les Tunisiens sont de gros consommateurs, a en outre été perturbée par ces coupures d'électricité et une pénurie de bouteilles en plastique. Dans les supermarchés, l'eau est rationnée à un pack de six

par personne et est devenue introuvable dans les épiceries. "Les ennemis de la patrie et ceux qui les soutiennent sont désormais démasqués aux yeux du peuple tunisien", a poursuivi M. Saïed, prévoyant "un échec" pour ces "tentatives de provocation" et "ces plans criminels, d'où qu'ils viennent" tant que le pays restera "soudé". En juillet 2021, M. Saïed avait limogé son Premier ministre et gelé le Parlement, réduit depuis à un rôle de chambre d'enregistrement. Plusieurs ONG tunisiennes et étrangères, dont Human Rights Watch et Amnesty International, l'ont accusé de dérive autoritaire à travers une restriction des droits et libertés et l'emprisonnement des principaux leaders de l'opposition, de dizaines de journalistes, avocats et militants.

R I.

ÉTHIOPIE

4,7 millions \$ de la BEI pour assurer les agriculteurs contre les risques climatiques

L'agriculture emploie 64 % de la population active en Éthiopie et contribue à 32 % du PIB. Pourtant, l'accès des petits exploitants aux services financiers et à l'assurance agricole demeure limité. Le nouveau financement vise à développer des produits de microassurance adaptés aux risques climatiques.

Synthèse R I.

L'Éthiopie recevra 4 millions d'euros (soit 4,7 millions \$) de la Banque européenne d'investissement (BEI), par l'intermédiaire de sa branche de développement BEI Global. Selon un communiqué publié le mardi 25 août, ce financement servira à développer et à déployer des produits d'assurance contre les risques climatiques adaptés aux petits exploitants agricoles. Il contribuera également à renforcer la sécurité alimentaire et l'accès au financement rural, tout en réduisant les risques associés aux portefeuilles agricoles des institutions financières rurales.

Cette opération devrait permettre à environ 210 000 petits exploitants agricoles de bénéficier de produits de microassurance adaptés, destinés à les protéger contre les pertes de récoltes ou de bétail dues à des conditions météorologiques défavorables.

Pour Gelsomina Vigliotti, vice-présidente de la BEI, « en combinant assurance, crédit et renforcement des capacités, cette initiative renforcera la résilience, soutiendra la sécurité alimentaire et créera des opportunités économiques plus durables pour les communautés rurales ».

Le Programme alimentaire mondial (PAM) mobilisera son expertise en matière de financement rural et de programmes de résilience climatique en Éthiopie afin de concevoir et d'expérimenter un système de microassurance indiciaire, développé conjointement avec des compagnies d'assurance privées.



Un secteur encore faiblement assuré et sous-financé

Le secteur agricole est un pilier essentiel de l'économie éthiopienne. Il contribue à 32 % du PIB, emploie 64 % de la population active et représente 79 % des exportations, selon les données du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Cependant, il se heurte à de nombreux obstacles, dont une forte dépendance à l'agriculture pluviale et une vulnérabilité élevée aux chocs climatiques, notamment les sécheresses, les inondations et l'irrégularité des précipitations.

À cela s'ajoutent la faible capacité d'investissement des petits exploitants et des PME, ainsi que leur accès limité à des services financiers et d'assurance adaptés. Selon l'institution onusienne, 8

% des prêts bancaires et 18 % des crédits des établissements de microfinance étaient consacrés à ce secteur en 2023-2024.

Par ailleurs, l'accès à l'assurance agricole demeure extrêmement limité. Son taux de pénétration est inférieur à 0,4 %, contre environ 3 % en Afrique subsaharienne et près de 7,4 % au niveau mondial.

Dans ce contexte, la BEI a annoncé une enveloppe de 110 millions d'euros pour la troisième phase du Programme d'intermédiation financière rurale (RUFIP III), mise en œuvre à travers la Development Bank of Ethiopia. Ce programme vise à soutenir la productivité, à améliorer l'accès au financement et à renforcer la résilience des acteurs ruraux face aux chocs climatiques. Les 4 millions d'euros annoncés viendront compléter cette enveloppe.

TANZANIA LNG

La crise d'Ormuz renforce l'attractivité du projet

Le marché mondial du GNL se prépare à une concurrence accrue entre producteurs d'ici la fin de la décennie, tandis que les acheteurs cherchent à diversifier leurs approvisionnements et à sécuriser leur accès au gaz.

Le conflit entre les États-Unis, Israël et l'Iran perturbe les exportations de GNL du Golfe et le trafic dans le détroit d'Ormuz, une voie essentielle pour le transport de gaz. Cette situation renforce l'intérêt des producteurs et des acheteurs pour de nouvelles capacités situées en dehors de cette zone. Pour Equinor, elle accroît ainsi l'intérêt stratégique du projet Tanzania LNG, dont les futures cargaisons pourraient rejoindre les marchés asiatiques sans passer par le détroit d'Ormuz, a déclaré Philippe Mathieu, responsable des opérations internationales d'Equinor. Selon le dirigeant, produire du GNL en Tanzanie permettrait de disposer d'une source d'approvisionnement située dans une région qui n'est pas exposée aux mêmes risques géopolitiques que le Golfe. Cette vulnérabilité s'est concrétisée avec la fermeture du complexe gazier de Ras Laffan, principal site d'exportation de GNL du Qatar, et les perturbations du trafic dans le détroit d'Ormuz, qui ont retiré d'importants volumes du commerce mondial. Des cargaisons destinées à l'Europe ont été redirigées vers l'Asie, tandis que l'Inde, le Bangladesh et la Thaïlande ont davantage sollicité le marché spot.

La Tanzanie dispose des ressources, mais pas encore de la décision d'investir

Le projet doit valoriser plus de 47 Tcf de gaz naturel découverts il y a plus d'une décennie. Estimé à 42 milliards de dollars, Tanzania LNG est présenté par les autorités tanzaniennes comme le plus important investissement jamais envisagé dans le pays. L'usine prévue près de Lindi, sur la côte sud, doit produire entre 10 et 15 millions de tonnes de GNL par an à travers deux trains de liquéfaction. Les volumes pourraient notamment approvisionner l'Inde, la Chine, le Japon et la Corée du Sud.

Le gouvernement de Samia Suluhu Hassan cherche à rendre le cadre d'investissement plus prévisible, après la politique de nationalisme économique menée sous John Magufuli. Malgré les progrès enregistrés dans les négociations, le projet n'a toujours pas atteint la décision finale d'investissement (FID). Celles-ci ont notamment été compliquées par une modification proposée par les autorités à un accord financier conclu en 2023.

Agence

KENYA

Le pays consacrera 46 millions \$ à la subvention des semences de maïs

Selon l'UNDRR, les pertes économiques liées aux catastrophes climatiques au Kenya ont atteint 1,4 milliard \$ en 2024. Pour préserver les progrès réalisés dans la production agricole et consolider la sécurité alimentaire nationale, le gouvernement renforce son soutien à un secteur qui emploie près de 40 % de la population active.

Le gouvernement kényan prévoit de consacrer 6 milliards KSh (46,3 millions \$) à la subvention d'environ 40 millions de kilogrammes de semences certifiées, dans le cadre d'une nouvelle mesure destinée à faciliter la reprise des activités agricoles après les épisodes de sécheresse.

Annoncée le lundi 24 août par le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Mutahi Kagwe (photo), cette subvention

couvrira 50 % du coût des semences, ramenant leur prix de 300 à 150 KSh le kilogramme. Le paquet de 2 kg sera ainsi vendu à 300 KSh, contre 600 KSh auparavant, tandis que celui de 10 kg passera de 3000 à 1500 KSh.

Le gouvernement a également annoncé une baisse du prix de l'engrais subventionné. Le sac de 50 kg sera désormais vendu à 2000 KSh, contre 2500 KSh précédemment.

Selon le ministre, ces mesures visent à « réduire les coûts de production des agriculteurs, à préserver les progrès réalisés en matière de production agricole et à renforcer la sécurité alimentaire nationale », dans un contexte de sécheresse et de changement des conditions météorologiques.

L'agriculture kényane face à une pression climatique croissante

Pilier de l'économie kényane, l'agriculture représente environ 33 % du PIB et emploie près de 40 % de la population active, selon la FAO. Le secteur reste toutefois particulièrement exposé aux aléas climatiques, notamment dans les régions arides et semi-arides. D'après le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR), les pertes économiques liées aux catastrophes climatiques au Kenya ont atteint 1,4 milliard de dollars en 2024. La nouvelle mesure s'inscrit dans la continuité des programmes de soutien engagés ces dernières années. Depuis 2022, le gouvernement affirme avoir distribué 33,55 millions de sacs de 50 kg

d'engrais subventionné à environ 1,98 million d'agriculteurs, pour un coût cumulé de près de 78,8 milliards KSh. L'exécutif mise également sur les investissements dans l'irrigation, la collecte d'eau et les pratiques agricoles adaptées au climat pour réduire la vulnérabilité des exploitations. En juillet, le gouvernement kényan avait annoncé son ambition de mobiliser 190 milliards KSh pour développer l'irrigation dans le cadre du Plan national d'investissement pour les systèmes agroalimentaires (PNISA) 2026-2030. À terme, la baisse du coût des intrants pourrait aussi contribuer à contenir les prix des produits alimentaires à base de maïs. Entre juin et juillet 2026, le prix de la farine de maïs a déjà reculé de 1,6 %, selon les données du Bureau national des statistiques (KNBS).

WALL STREET

Repli contenu, semaine positive, mois boursier prolifique

Malgré la petite correction survenue après 16H, les indices US préservent l'essentiel des gains de la veille et terminent la semaine dans le vert. Le S&P 500 s'est effrité de 0,25%, pour en terminer à 7 712 (+0,5% en "hebdo"), le Nasdaq Composite a cédé 54% (+0,85% "hebdo"), le Dow Jones finit quasi stable, à 53 558 (+0,53% "hebdo").

De tels écarts restent modestes en regard de la volatilité des taux ce vendredi mais le Russell-2000 a manifesté davantage de vulnérabilité avec -1,4% vers 3 972 et l'indice "SOXX", encore plus sensible aux hausses de taux, chute de -3,2%, dans le sillage de Nvidia (-4,5% après +8,9% la veille et un retest de ses niveaux records à 230 USD), ARM (-5,2%), Marvell (-10,5%) pâtit d'une anticipation de marge brute (57,5/58,5) jugée décevante (consensus médian de 59). Côté positif, Amazon a grimpé de +4% : les 2 hausses de taux anticipées d'ici fin 2026 depuis que Kevin Warsh s'est exprimé vont théoriquement donner un avantage aux ventes en ligne (plus d'opérations promotionnelles que dans le commerce "physique"). C'est l'heure du bilan mensuel : à moins d'un énorme trou d'air lundi -ultime séance du mois en cours-, le millésime "août" se classera parmi les meilleurs de l'année 2026 avec un gain de +3% pour le "S&P", +2% pour le Dow Jones et

+4,1% pour le Nasdaq-100. Et surtout, le "VIX" se détend de -0,6% vers 14,40 malgré le repli des actions sur un large front tandis que les taux se sont nettement tendus... sans affecter le moins du monde le baromètre du stress qui semble imperméable aussi bien aux risques de hausse de taux qu'aux tensions géopolitiques : il affiche carrément son meilleur niveau depuis le 31 décembre 2025, que le marché tablait sur 3 baisses de taux en 2026. C'est tout l'inverse qui s'est produit, et ce vendredi marque une nouvelle étape puisque le scénario d'un resserrement de politique monétaire se renforce après les déclarations du président de la Réserve fédérale (Fed) à Jackson Hole au sujet de l'inflation. Kevin Warsh a indiqué que les conditions de financement n'étaient pas restrictives actuellement : "Nous devons être convaincus que l'inflation sous-jacente tend vers notre objectif et à une vitesse suffisante : il y a encore du travail." Et en effet, les derniers chiffres de l'infla-

tion (PCE de juillet à +3,7%) trahissent une dégradation de la tendance, après une brève embellie en juin. Dès la mi-juillet, la trajectoire des T-Bonds a démontré que la fête était finie, le pétrole ayant repris une trajectoire ascendante quasi verticale entre le 6 et le 23 juillet. Le baromètre FedWatch du CME prend un coup de chaud et l'hypothèse d'une hausse de 25 Pts mi-septembre fait d'un coup consensus à 60% (la probabilité d'un statu quo voit sa probabilité chuter à 40%). C'est un renversement à 180° des antici-

pations en 24 h, avec des proportions parfaitement identiques mais dans un sens opposé. Du coup, le rendement des T-Bonds se tend de telle sorte que des sommets de plusieurs décennies sont de nouveau tu-toyés : le T-Bond à 2 ans, le plus réactif aux options monétaires de la Fed, s'envole de +12,5 points à 4,358%, le "10 ans" rajoute 5,8 Pts de base, à 4,7300% (les 4,75% ne sont plus très loin), le "30 ans" se montre un peu plus résilient mais prend +3 Pts vers 5,213%.

Agence

MARCHÉS EN ASIE

Séoul portée par les résultats de Nvidia

La Bourse de Séoul, qui repose lourdement sur la tech, a digéré positivement jeudi les résultats de Nvidia, tandis que les autres places asiatiques affichaient des performances mitigées, et que les cours du pétrole poursuivaient leur léger recul. Dans les échanges électroniques postérieurs à la clôture de la Bourse de New York, peu avant 03H00 GMT, le géant américain des puces informatiques Nvidia prenait plus de 5%. Les fabricants asiatiques de puces lui ont emboîté le pas. Cependant, les marchés actions dans leur ensemble n'ont pas affiché de direction claire. Vers 03H00 GMT, l'indice Kospi de la Bourse de Séoul gagnait 2,12% à 6.952,69 points. A Tokyo, l'indice de référence Nikkei lâchait 0,15% à 66.164,19 points, et le Hang Seng à Hong Kong perdait 0,48% à 25.530,70 points. Ces performances en demi-teinte interviennent après la publication, mercredi toujours, de l'indice PCE d'inflation en juillet aux

Etats-Unis qui stagne à un niveau élevé (3,7% sur un an). L'inflation reste donc quasiment deux fois plus élevée que les 2% visés par la Réserve fédérale américaine (Fed), un objectif manqué depuis plus de cinq ans. Le Produit intérieur brut (PIB) du second trimestre aux Etats-Unis est lui aussi resté inchangé à 1,5%, en accord avec les prévisionnistes. Vendredi, le président de la Fed, Kevin Warsh, en poste depuis mai, doit s'exprimer à la rencontre annuelle des banquiers centraux de Jackson Hole, dans le Wyoming. Les cours du pétrole ont continué de reculer jeudi, le marché optant pour la prudence au regard de la situation géopolitique au Moyen-Orient. Vers 03H00 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, perdait 0,92% à 87,03 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, reculait de 0,86% à 81,52 dollars.

APS

BOURSE ZURICH

Le SMI peu influencé par Jackson Hole

La Bourse suisse a réagi modestement vendredi en clôture au premier discours, très attendu, du patron de la Réserve fédérale américaine (Fed) à la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole. L'indice vedette SMI est parvenu à limiter ses pertes sur l'ensemble de la semaine. Kevin Warsh a estimé que l'inflation était "préoccupante" aux Etats-Unis et qu'il pouvait "difficilement" qualifier la politique monétaire de "restrictive", des propos dénotant une certaine fermeté avant la prochaine réunion sur les taux d'intérêt. La hausse des prix, qu'il qualifie de "préoccupante", était à 3,7% sur

un an en juillet alors que la Fed vise 2%, un objectif manqué depuis plus de cinq ans. A l'inverse, le président de la banque centrale américaine s'est dit "impressionné par la performance générale" de la première économie mondiale, "qui semble s'être renforcée". "Le patron de la Fed est prêt à resserrer les taux, si la situation ne s'améliore pas rapidement au niveau de l'inflation", a commenté Elmar Völker, analyste à la banque allemande LBBW. "Il augmente ainsi le suspense avant la prochaine réunion du comité (de politique monétaire) FOMC les 15 et 16 septembre", a-t-il ajouté. A la Bourse suisse, la SMI a clôturé la séance en hausse de 0,11% à 14'399,70 points, bouclant la semaine sur un modeste repli de 0,4%. L'indice SLI a quant à lui progressé de 0,14% à 2312,04 points et le SPI a gagné 0,04% à 20'270,57 points. La majorité des valeurs vedettes a terminé dans le vert, les plus fortes hausses étant enregistrées par Richemont (+1,8%), UBS (+1,7%) et Givaudan (+1,5%).

UBS en mode Panda

Finissant à 44,53 francs suisses, le titre de la banque aux trois clés a clôturé à un plus haut de plusieurs années. UBS a par ailleurs

fait une entrée remarquée sur le marché obligataire chinois avec l'émission d'un emprunt de près de deux milliards de yuans sur cinq ans. Les plus grandes pertes ont par contre été enregistrées par Sandoz (-2,3%), Lindt (-1,9%) et Roche (-1,5%), sans information particulière. Sur le marché élargi, Ems-Chemie (+2,9%) a été recherché après ses résultats semestriels. Le chimiste grison a vu son bénéfice net progresser de 2,5% sur un an à 259 millions de francs suisses au premier semestre. Accelleron (+3,2%) a progressé encore plus fortement après avoir chuté de 4,4% la veille, dans la foulée de ses résultats semes-

triels. Flughafen Zurich (-7,7%) a par contre fortement reculé. L'opérateur d'aéroports a engrangé sur les six premiers mois de l'année un chiffre d'affaires de 673,6 millions de francs suisses, étoffé de 5,1% sur un an. La rentabilité opérationnelle a par contre stagné, freinée par des frais pour la mise en service mi-juin du nouvel aéroport de Noida, en périphérie de New Delhi. Compagnie Financière Tradition (+6,8%), Warteck Invest (+0,3%), Jungfraubahn (-1,0%) et Edisun Power Europe (-2,8%) ont également dévoilé leur performance financière sur six mois.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 27 Août 2026
Valeur : 31 Août 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.9506	132.9656
1	EUR	EURO	154.9406	154.9847
1	GBP	POUND STERLING	180.8360	180.8810
100	JPY	JAPANESE YEN	83.4174	83.4425
1	CNY	CHINESE YUAN	19.7775	19.7804
1	CHF	SWISS FRANC	165.0740	165.1541
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.8272	95.8587
1	DKK	DANISH KRONE	20.7279	20.7334
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.9755	13.9792
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	14.2477	14.2517
1	AED	UAE DIRHAM	36.1997	36.2057
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.4091	35.4150
1	KWD	KUWAITI DINAR	433.2050	433.3950
1	TND	TUNISIAN DINAR	45.3992	45.8555
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.3706	14.3722
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.9312	21.0385
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3188	3.3291
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	182.4550	182.4550

ÉTATS-UNIS - VENEZUELA

Donald Trump annonce le «plus grand accord pétrolier de l’histoire mondiale»

L'accord prévoit de développer 17 champs stratégiques, avec un potentiel avéré de 65 milliards de barils de pétrole pour les États-Unis, un investissement de plus de 100 milliards de dollars et plus de 209 milliards de dollars de recettes fiscales pour l'État vénézuélien.

Washington et Caracas ont annoncé vendredi avoir conclu un accord pétrolier «historique», qui verra les États-Unis prendre le contrôle majoritaire de plus de 65 milliards de barils des réserves du Venezuela. Dans un message publié sur Truth Social, le président américain Donald Trump l'a qualifié de «plus grand accord pétrolier de l'histoire mondiale» qui doublerait, selon lui, les réserves pétrolières des États-Unis. Il précise que l'accord a été établi «en étroite collaboration avec la présidente par intérim du Venezuela, Delcy Rodriguez» et «au travers d'un partenariat avec des entreprises privées».

Caracas a confirmé avoir signé un accord pétrolier «historique» avec les États-Unis, Delcy Rodriguez remerciant «chaleureusement» Donald Trump dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux. Selon elle, l'accord prévoit «de développer 17 champs stratégiques, avec un potentiel avéré de 65 milliards de barils de pétrole, un investissement de plus de 100 milliards de dollars et plus de 209 milliards de dollars de recettes fiscales pour l'État» vénézuélien. «Pour le peuple vénézuélien, cet accord (...) soutiendra des milliers d'emplois bien rémunérés et favorisera la reconstruction de l'économie vénézuélienne», a également déclaré le chef de la diplomatie américaine Marco Rubio sur X, confirmant «près de 100 milliards de dollars d'investissements privés» dans le pays. Le Venezuela dispose des plus grandes réserves prouvées de pétrole au monde, avec plus de 303 milliards de barils. Mais sa production reste limitée. En parallèle, les stocks stratégiques américains («strategic petroleum reserve», ou SPR) sont à leur plus bas niveau depuis novembre 1982, selon les données de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA). Washington s'est engagé à libérer progressivement 172 millions de barils sur les 415 millions



qui composaient la SPR fin février pour pallier les perturbations d'approvisionnement et la hausse des cours du brut liées à la guerre en cours au Moyen-Orient. Selon Donald Trump, «cette transaction historique» entre les États-Unis et le Venezuela permettra «de réduire considérablement le prix de l'essence pour tous les Américains, et ce pendant de nombreuses années». Le président américain assure par ailleurs que cet accord «ne coûtera rien aux contribuables américains». Depuis le raid militaire américain qui a permis début janvier la capture de Nicolas Maduro, Donald Trump veut relancer l'exploitation des ressources pétrolières et gazières vénézuéliennes sous son propre patronage. Le gouvernement américain essaye de pousser les entreprises américaines à s'engager dans le pays, suscitant toutefois

des réactions mitigées face aux lourds investissements nécessaires pour remettre en état les infrastructures pétrolières du pays et y extraire de l'or noir. Une réticence suscitée aussi par les expropriations menées par le régime vénézuélien dans le passé. Le géant américain Exxon-Mobil l'a notamment été à deux reprises. «Le principal problème au Venezuela concernait la sûreté et la sécurité», a commenté auprès de l'AFP John Kilduff, analyste d'Again Capital. Selon lui, les États-Unis pourraient chercher avec cet accord à «créer une sorte de zone d'État où les entreprises américaines peuvent s'implanter, exercer leurs activités sans subir de répercussions, et (...) éliminer le risque politique qui accompagne habituellement les investissements au Venezuela». Pour Jorge R. Pinon, chercheur à l'Energy Institute de l'Université du Texas à Austin, de nombreuses «zones d'ombre» subsistent toutefois, notamment le risque qu'un futur gouvernement vénézuélien change brutalement «les règles du jeu», remettant en cause tout accord actuel. «Ce sont des projets qui mettront très certainement de nombreuses années avant de voir le jour et de porter leurs fruits», estime par ailleurs l'expert pétrolier Oswaldo Felizzola. Pour Elias Ferrer, fondateur du Think tank Orinoco Research, cette annonce relève d'«un jeu de récits autour d'accords qui étaient déjà en cours de négociation», l'achat par les États-Unis de brut vénézuélien étant dans tous les cas «garanti». D'après l'expert, Donald Trump présente ces arrangements comme une victoire politique, en les inscrivant dans le contexte plus large du conflit au Moyen-Orient et de la flambée des prix de l'énergie.

Agence

ESPAGNE

L'inflation espagnole bondit de 3,6% à 4,3% sur un an

L'institut national de la statistique espagnol annonce ce vendredi une inflation à 4,3% sur un an en août. Une explosion de 0,7 point par rapport à juillet, principalement justifiée par la flambée des coûts du carburant. L'Espagne fait face à une inflation monstre à cause du détroit d'Ormuz. La péninsule ibérique affiche une augmentation des prix sur un an de 4,3% en août, supérieure de 0,7 point au taux de juillet. "Le prix des carburants et des lubrifiants pour véhicules particuliers sont en hausse alors qu'ils avaient baissé en août 2025", a justifié l'Institut national

de la statistique (INE). En revanche, les prix des denrées alimentaires et des boissons non alcoolisées, en particulier ceux des fruits et légumes, ont baissé ce mois-ci, a ajouté l'organisme. La hausse s'explique donc en grande partie par l'enlisement du conflit au Moyen-Orient. Depuis plusieurs semaines, les négociations sont au point mort entre les États-Unis et l'Iran et Washington menace Téhéran d'un "isolement économique jamais vu". Le régime iranien poursuit ainsi le blocage du détroit d'Ormuz, bloquant une bonne partie du transport du pétrole et du gaz et faisant s'envoler les prix sur les marchés. Ce vendredi, le

baril de Brent flirte avec les 89 dollars, alors qu'il pointait en-dessous de 70 dollars il y a un an. L'Espagne n'avait plus connu un tel niveau d'inflation depuis avril 2023. La guerre en Ukraine avait alors commencé il y a un peu plus d'un an et le pays se remettait doucement de pics de hausses de prix ayant atteint jusqu'à 10,8%, comme en juillet 2022. La Banque d'Espagne avait déjà revu à la hausse ses prévisions d'inflation en juin, et s'attend désormais à ce que celle-ci atteigne 3,6% sur l'ensemble de l'année, soit un niveau supérieur à sa prévision initiale de 3%.

Agence

PÉKIN - WASHINGTON

La guerre commerciale continue

Selon la presse américaine, Donald Trump pourrait annoncer prochainement de nouveaux droits de douane sur les semi-conducteurs. Une mesure qui inquiète l'industrie tech, qui craint de voir le développement de l'IA et l'innovation ralentir aux États-Unis. La guerre commerciale entre Pékin et Washington continue, et les puces électroniques pourraient bien en payer (encore) les frais. Donald Trump pourrait annoncer dans les prochaines semaines de nouveaux droits de douane sur les semi-conducteurs. Une perspective qui inquiète fortement l'industrie technologique américaine, qui redoute que ces mesures ne freinent l'innovation dans l'intelligence artificielle. Selon plusieurs sources proches de l'administration, citées par Politico, le dispositif pourrait ne pas se limiter aux puces et s'étendre aux produits qui les utilisent, comme les consoles de jeux ou les serveurs des centres de données. Un tel scénario pourrait avoir de lourdes conséquences sur le développement des infrastructures américaines. La Computer and Communications Industry Association (CCIA) estime que ces droits de douane pourraient coûter près de 90 milliards de dollars de PIB par an aux États-Unis et entraîner le report ou l'annulation d'environ 20% des projets de centres de données prévus d'ici 2030. Ils pourraient même pousser certains investissements à partir à l'étranger, alors que Donald Trump cherche justement à attirer davantage de capacités de production et de calcul sur le sol américain. Ces nouveaux droits de douane pourraient aussi se répercuter directement sur les consommateurs américains, avec une hausse des prix des smartphones, ordinateurs, tablettes, montres connectées ou encore véhicules.

Synthèse R I.

ITALIE

La confiance des consommateurs et entreprises poursuit sa hausse en août

La confiance des consommateurs et des entreprises en Italie a poursuivi sa hausse en août dans la quasi-totalité des secteurs, a indiqué vendredi l'Institut national des statistiques (Istat). La confiance des entreprises progresse de 95,7 en juillet à 96,9 en août, "portée par une amélioration générale des évaluations exprimées par les chefs d'entreprise qui opèrent dans le commerce, la construction et les industries des biens d'équipement", précise l'Istat. L'indice de confiance des consommateurs, indicateur basé comme pour les entreprises sur des sondages effectués en début de mois, est aussi en légère hausse pour le deuxième mois consécutif, de 94,2 à 94,5. Cette progression est soutenue selon l'Istat "par l'amélioration des jugements portant à la fois sur la situation économique générale et sur la situation personnelle, par la diminution des anticipations concernant le chômage ainsi que par une augmentation du solde des opinions sur la possibilité d'épargner à l'avenir". Le taux de chômage est devenu faible en Italie malgré un rebond en juin, à 5,7%. L'inflation a, elle, légèrement ralenti en juillet, à 2,8% sur un an, principalement sous l'effet du ralentissement de la hausse des prix de l'énergie.

R I.

SPACEX

bientôt une entreprise gazière ? Le recrutement qui en dit long

Dans la lignée de ses récentes opérations, SpaceX recrute un courtier en gaz naturel. L'entreprise entend, à terme, contrôler totalement le carburant de ses propres fusées.



L'offre d'emploi a été repérée par Bloomberg sur Greenhouse, la plateforme de recrutement utilisée par SpaceX. Le poste, décrit comme centré sur le « trading physique et financier de gaz naturel », sera basé à Cape Canaveral, en Floride, ou à Starbase, au Texas. Il devrait consister à acheter et faire livrer du gaz, puis à verrouiller les prix à l'avance via des contrats pour se protéger d'une flambée du marché. C'est clair : SpaceX ne veut plus seulement acheter du gaz comme n'importe quel client, l'entreprise veut piloter à la fois son approvisionnement et son exposition financière. Décidément, les énergies renouvelables de Tesla sont bien loin.

Des besoins sur plusieurs chantiers

C'est logique, car Starship carbure au méthane surrefroidi combiné à

de l'oxygène liquide. Or, le méthane est justement le composant principal du gaz naturel. Mais c'est surtout le recours à cette matière première pour un autre chantier qui interpelle : l'usine Terafab au Texas, développée conjointement avec Tesla pour 16,8 milliards de dollars, réclame une électricité stable et livrée rapidement. Début août, SpaceX a annoncé vouloir construire ses propres centrales à gaz pour l'alimenter, plutôt que d'attendre un raccordement classique au réseau. En parallèle, Elon Musk a discrètement racheté APR Energy, une entreprise spécialisée dans les turbines mobiles au gaz et au diesel, afin d'alimenter les data centers de xAI et de Grok. La pièce manquante de la firme pour ne plus dépendre de fournisseurs, c'est l'approvisionnement en amont. Dès juin, Gwynne Shotwell, prési-

dente et directrice opérationnelle de SpaceX, évoquait la construction d'un gazoduc propre à l'entreprise, voire des forages.

Les géants de la tech se tournent vers les énergies fossiles

Mais SpaceX n'est pas seule sur ce terrain tant l'IA a besoin d'énergie. OpenAI recrute actuellement un responsable du trading électrique pour ses centres de données, tandis que Meta a quitté cet été le pacte RE100, qui l'engageait sur les énergies renouvelables. NVIDIA, de son côté, a pris des participations dans trois sociétés foncières et énergétiques rien que ce mois-ci. La société d'Elon Musk entend malgré tout aller plus loin, ce qui représente un risque clair pour une entreprise cotée en Bourse. D'ailleurs, elle reste pour l'heure très discrète à ce sujet.

Le blacklisting d'Anthropic par le Pentagone annulé par un juge américain

Anthropic avait été mis de côté par le Pentagone à cause d'un différend sur l'utilisation de ses IA. Une mesure qui vient d'être invalidée par la justice américaine. Au début d'année, on apprenait que le Pentagone, qui signait des contrats avec tous les géants de l'intelligence artificielle, avait décidé de blacklister Anthropic. Une décision motivée par le fait que la firme de Dario Amodei ne voulait pas laisser une libre utilisation de ses modèles IA par l'armée américaine, et avait posé quelques limites. Depuis, il y a eu des discussions et des attaques en justice. Et le dossier pourrait avoir trouvé sa fin aujourd'hui.

Un juge retoque le blacklisting d'Anthropic

Non, Pete Hegseth, le chef du Pentagone, ne pouvait pas décider sur un caprice de

blacklister Anthropic. Une juge de Californie vient en effet de statuer sur cette question, et l'a invalidée, en la caractérisant comme « illégale et sans fondement ». Elle enjoint ainsi à l'ensemble des entités liées à l'exécutif et aux ministères de rompre leurs contrats avec le créateur de Claude. Pour rappel, la Maison-Blanche avait qualifié Anthropic d'entreprise « d'extrême gauche, "woke", qui tente de contrôler l'activité militaire ».

La sécurité nationale ne doit pas être utilisée pour tout et n'importe quoi

Pour la juge Rita Lin, « le fait d'invoquer sans fondement la sécurité nationale ne constitue pas un blanc-seing pour punir et exercer des représailles contre les détracteurs du gouvernement ». Évidemment, on s'est rapide-



ment félicité de cette décision. La start-up, qui devrait faire une entrée en Bourse incroyablement élevée, s'est par ailleurs dite « déterminée à collaborer de manière constructive avec le gouvernement afin de mettre l'IA au service de notre sécurité nationale, pour que tous les Américains puissent

bénéficier de cette technologie ». Anthropic doit aujourd'hui toujours faire face à une seconde affaire judiciaire à Washington, qui la pose une fois encore en face du Pentagone. Ici, il s'agit d'une décision qui pourrait l'exclure de contrats gouvernementaux civils.

Android : Google va sanctionner les apps un peu trop gourmandes en RAM



Google Play impose deux nouvelles exigences aux applications Android avec d'une part des seuils précis sur l'usage de la mémoire, mais aussi une connexion automatique lors d'un changement de smartphone. Les applications qui ne les respecteront pas risquent d'être sanctionnées, voire bannies du Play Store. Google avait déjà instauré des limites de mémoire par application avec Android 17, généralisées d'abord sur les appareils Pixel. La firme californienne en remet une couche en détaillant cette fois les optimisations à effectuer.

Vers une meilleure gestion de la mémoire dès février 2027

Sur son blog dédié aux développeurs, Google soulève trois points. Le premier porte sur la mémoire dynamique utilisée par l'application en fonctionnement, désignée par le sigle RSS + swap. Il s'agit de l'espace occupé par ses données propres pendant qu'elle tourne, hors fichiers stockés comme le code ou les images fixes. Le deuxième concerne les bitmaps, les images chargées en mémoire vive, lesquelles ne doivent plus rester stockées inutilement quand l'application passe en arrière-plan ou en cache. Le troisième critère porte sur le code lui-même. Les applications publiées sur le Store devront être compressées et optimisées sur au moins 25% de leur volume. L'idée donc est de réduire leur empreinte et d'accélérer leur démarrage. Oui, la crise de la RAM se fait sentir et cela incite donc les entreprises à opérer diverses optimisations ou à revoir leurs configurations. Si Google n'a pas réduit la RAM sur les Pixel 11 standards, les Pixel 11 Pro et Pro XL, eux, débutent avec 12 Go de RAM sur leurs configurations d'entrée de gamme au lieu de 16 Go pour la génération précédente. Google précise que ses limites de mémoire par application, déjà actives sur Pixel avec Android 17, s'étendront à un éventail plus large de smartphones, de 4 à 16 Go de RAM et plus. Pour accompagner les développeurs, Google Play ajoute de nouveaux outils à sa Play Console avec des métriques détaillées de consommation mémoire dans les Android vitals, un filtre dédié aux plantages liés à un manque de mémoire, ainsi qu'un rapport d'optimisation du code à chaque nouvelle version envoyée. Des alertes se déclenchent aussi automatiquement en cas de dépassement des seuils. À partir de février 2027, les applications concernées pourront être ralenties ou fermées par le système, et Google pourrait les déclasser au sein du Play Store. La seconde exigence concerne la connexion automatique lors d'un changement d'appareil. Baptisée "Zero-Tap Sign-In", elle s'appuie sur l'API Android Restore Credentials pour reconnaître un utilisateur dès la première ouverture d'une application sur son nouveau smartphone, sans qu'il ait à ressaisir ses identifiants. Cette obligation entrera en vigueur en avril 2027 pour conserver une visibilité optimale sur le Store. À noter que cela ne concerne pas, pour l'instant, les jeux, pour lesquels Google formulera plus tard des recommandations spécifiques.

Pourquoi la Chine rappelle des millions de voitures et l'Europe ne bouge pas ?



La Chine a commencé le plus gros rappel de son industrie automobile et l'un des plus gros de l'histoire au niveau mondial pour des poignées de porte trop peu visibles ou trop difficiles à manoeuvrer en cas d'accident. Et ces rappels concernent pour certains des véhicules qui sont aussi vendus en Europe. Mais l'UE, elle, joue la montre. Le ministère des Transports allemand explique qu'il attend la fin de son enquête pour savoir quoi faire. En 2025, un terrible accident du côté de Schwerte en Allemagne fait perdre la vie à trois personnes dans un Tesla Model Y, dont deux enfants. Quelques mois plus tard, au cours du mois d'avril, le KBA (ministère des Transports) annonce l'ouverture d'une enquête sur le problème des poignées de porte (extérieures comme intérieures) sur ces modèles où elles sont particulièrement bien dissimulées, voire uniquement opérable électriquement. Ce cas ne vous rappelle rien ? Evidemment, cet énorme rappel en cours en Chine où les autorités ont décidé d'agir rapidement : en plus de les interdire à la vente dès l'année prochaine, elles obligent les constructeurs à modifier leurs véhicules déjà en circulation pour mieux indiquer l'emplacement des poignées de porte en cas d'accident. C'est toujours ça de gagné lorsque les secondes sont comptées, notamment en cas d'incendie du véhicule. Mais l'Europe, elle, semble pour l'instant bien immobile.

L'enquête sur les poignées toujours en cours

Selon la presse allemande locale, « un expert a examiné le mécanisme de verrouillage de la Tesla accidentée » après l'accident. Et « selon ses conclusions, le système d'urgence dont les Tesla sont équipées pour ce type de situation n'a pas fonctionné ». Les portes étaient donc bloquées.

Si cette affaire semble quelque peu différer des problématiques de poignées de porte « cachées », il n'empêche que le KBA était encore en train d'enquêter sur ces éléments problématiques, comme l'a confirmé un de ses porte-parole à Reuters, même si le ministère a désormais donné la main. Se pose alors la question de toutes ces voitures rappelées en Chine mais qui, pour certaines, sont vendues en Europe et continuent d'être commercialisées.

L'Europe pas près d'avancer sur les poignées de porte ?

Mais à l'inverse de la Chine, la procédure promet déjà d'être longue puisque le KBA s'est finalement déclaré non compétent pour enquêter sur ce genre d'accident grave. C'est le RDW néerlandais qui va devoir statuer au niveau européen dans un tel type de fait. Et le RDW, qui est l'autorité officielle aux Pays-Bas pour tout ce qui touche à l'administratif et aux engins motorisés, prévient que pour l'heure, « aucun rappel n'est en cours en Europe ». Mais il rajoute : « Le RDW estime que les véhicules doivent pouvoir être ouverts intuitivement et sans outil, de l'intérieur comme de l'extérieur, en toutes circonstances – même en cas de panne électrique ». La problématique concerne surtout les poignées de porte intérieures, trop bien dissimulées et pas toujours des plus ergonomiques dans le cas d'un accident où la panique tend à rendre la tâche plus difficile aux occupants pour sortir du véhicule. C'est ce qui explique que les Tesla Model 3 ou Y sont rappelées en Chine. Pour l'Europe, il faudra donc attendre le verdict des enquêtes.

IL A POSÉ UN PROBLÈME DE POIDS Voici le tout premier Volkswagen California électrique

Le tout premier Volkswagen California électrique de l'histoire est en fait une histoire de compromis. Il est loin d'être le van aménagé que les aventuriers connaissent depuis la fin des années 80. Et pour cause : Volkswagen a dû trouver un juste milieu pour ne pas faire exploser la balance. Car en Europe, le permis B classique limite à un véhicule de 3,5 tonnes au maximum. Ce qui ne laisse que peu de charge utile sur un gros van électrique.

Vendre un van aménagé électrique n'est pas une mince affaire, et cela s'applique aussi aux mastodontes de l'automobile qui ont pourtant les moyens et les ingénieurs de faire parfois des miracles malgré les normes et les réglementations en long, large et travers. Le Volkswagen California n'a malheureusement pas pu distordre les lois impénétrables de la physique élémentaire : 3500 kg, c'est le maximum qu'un permis B puisse conduire en Europe en étant chargé. Et ces 3500 kg, vous imaginez bien qu'on y arrive vite avec un van aménagé, qui plus est doté d'une lourde batterie pour se mouvoir. L'ID.Buzz affiche déjà près de 2500 kg à vide sur la version 77 kWh et c'est exactement ce qui a servi de base pour le premier California électrique de l'histoire, dévoilé aujourd'hui à l'occasion du salon de la Caravane 2026.

Un California électrique simpliste ?

Le projet d'un California électrique remonte en fait au début du développement de l'ID.Buzz, le groupe allemand ayant rapidement en tête de convertir l'icône des voyageurs. Mais il fut un temps suspendu, avant de revenir sur la table au développement du groupe. Selon certains médias allemands bien renseignés, Volkswagen aurait dans un premier temps imaginé un California électrique comme un vrai van aménagé tel que les habitués du California thermique les connaissent, mais selon les ingénieurs, ce modèle aurait alors dépassé les trois tonnes. Il n'aurait alors resté que peau de chagrin pour la charge utile.

Volkswagen a été obligé de trouver un – sacré – compromis. Le modèle présenté ce jour au salon de la Caravane est finalement presque un simple ID.Buzz partiellement converti en véhicule de couchage plutôt qu'un vrai van aménagé avec tout l'attirail, dont le toit « tente » rétractable si caractéristique.

Un van aménagé électrique déjà disponible



Ce California électrique baptisé pour l'occasion « Cruise » est déjà disponible en Allemagne. Facturé 60 761 €, il est paradoxalement dans les prix de la gamme existante et finalement pas beaucoup plus cher malgré la batterie de 77 kWh empruntée à son cousin ID.Buzz. Deux modèles d'ailleurs très proches à l'exception évidemment de la banquette arrière transformable en lit deux places (2,03 de long par 1,20 de large). Quelques spécificités viennent forcément s'ajouter à un ID.Buzz comme les aérations de vitres latérales, les stores occultants, une

table de camping et deux chaises. Et ? C'est à peu près tout. On est donc loin du California habituel. C'est là que l'on voit les limites de l'exercice car il ne fallait pas trop allourdir la bête sans quoi le conducteur et son passager n'auraient même pas pu embarquer de valises. Une commande spéciale à bord du véhicule permet également de gérer certains équipements de confort sur une durée pouvant aller jusqu'à 48 heures selon l'état de charge de la batterie. Plusieurs appareils électroménagers peuvent enfin être branchés via la fonction V2L qui peut distribuer jusqu'à 2 kW en nominal.

le belge Melexis devient fournisseur direct de BYD

Le géant chinois du véhicule électrique BYD renforce son approvisionnement en puces. Un accord-cadre stratégique vient d'être signé avec le spécialiste belge Melexis, désormais intégré au premier cercle des fournisseurs directs du constructeur. Dans un secteur automobile en pleine mutation électromécanique et logicielle, la guerre de la chaîne d'approvisionnement ne se joue plus seulement à coups de gigafactories de batteries, mais aussi au niveau de l'infiniment petit. La preuve par les actes : BYD, numéro un mondial des véhicules à énergie nouvelle (NEV), vient d'officialiser la signature d'un Master Purchase Agreement (MPA) d'envergure avec Melexis. Concrètement, le spécialiste belge des puces et capteurs électroniques quitte le rang de simple sous-traitant de second rang (Tier-2) pour faire son entrée officielle dans le cercle restreint des fournisseurs directs (Direct Supplier) de l'ogre de Shenzhen.

Un raccourci stratégique pour la tech belge

Pour l'entreprise cotée à Euronext Bruxelles et fondée dans le Limbourg, cet accord n'a rien d'une banale transaction commerciale. Si aucun montant financier ni volume garanti n'ont été formellement divulgués – pratique courante pour ce genre d'accord-cadre –,

les retombées industrielles s'annoncent colossales. Jusqu'à présent, les puces signées Melexis rejoignaient les chaînes d'assemblage de BYD en transitant par des équipementiers intermédiaires de rang 1. En instaurant un canal direct d'approvisionnement, le constructeur chinois contourne ces intermédiaires, accélère les flux de composants et rationalise drastiquement ses coûts logistiques. Surtout, ce rapprochement offre aux ingénieurs belges un accès privilégié dès la phase de conception des futures plateformes chinoises. En intégrant le cahier des charges de BYD au plus tôt dans la recherche et le développement, Melexis s'assure une présence pérenne dans les futurs modèles du géant asiatique, qu'il s'agisse de ses marques grand public comme de ses fleurons haut de gamme comme Yangwang ou Denza.

Des puces au cœur des voitures électriques

Ce choix stratégique de BYD n'est évidemment pas le fruit du hasard. Les véhicules électriques modernes (BEV) et hybrides rechargeables (PHEV) intègrent une quantité croissante de semi-conducteurs à signaux mixtes pour surveiller et piloter leurs différents systèmes. Melexis excelle précisément

dans la conception de capteurs à effet Hall pour la position et la vitesse, de capteurs de courant haute précision et de puces de gestion des moteurs électriques secondaires. Ces composants microélectroniques s'avèrent essentiels au bon fonctionnement des onduleurs de traction, à la régulation thermique fine des packs de batteries, à la direction assistée électronique ou encore au pilotage des systèmes de freinage brake-by-wire.

BYD sécurise sa chaîne d'approvisionnement

En sécurisant un accès direct à ces puces à haute valeur ajoutée, BYD cherche aussi à prémunir sa production de masse contre les goulets d'étranglement qui ont paralysé l'industrie automobile mondiale ces dernières années. L'accord avec Melexis permet ainsi au constructeur chinois de raccourcir sa chaîne d'approvisionnement tout en renforçant ses liens avec un spécialiste européen des semi-conducteurs automobiles. Alors que l'Europe tente d'ériger des barrières douanières face aux véhicules assemblés en Chine, l'expertise technologique belge parvient, elle, à s'insérer au cœur de la chaîne de valeur du géant chinois. Une belle démonstration de savoir-faire pour la microélectronique belge.

Mots fléchés

VILLE D'UN "CHAUDRON" CHAMPION EN 1992		BANQUE CENTRALE COULEUR CAFÉ		DIEU ÉGYPTIEN MARCHÉ DE JOUEURS		PAYS HÔTE EN 2012 JOUERA LE 1ER MATCH		RETIRÉES GESTE AU FOOTBALL EN FEU		MORCEAU DE LA PIÈCE PÉRIODE		TERRAIN DE FOOTBALL BELLE EAU BLEUE	
SENTEUR MARINE SANS MOTIF					ÉTABLI À L'EST								
			MÉCANISME TEXTILE SYNTHÉ- TIQUE							AMOUR- PROPRE LIEU DE LA FINALE 2012			
SUBI PAR L'ACTEUR PARTICULE					CAPITALE BIÉLORUSSE GRENOUILLE DE BÉNITIER						CONJONC- TION THÉÂTRE GREC		
		MAISON DANS LES BOIS							ATOMES CHARGÉS POIDS EMBARQUÉ				
PAIN MATINAL HAUT DE GAMME								PETITE AMPOULE COULER				LE SIERRA LEONE SUR LE WEB	
		SAGE HINDOU RAYON DE SOLEIL					HARICOTS ÉTAT AMÉRICAIN						DANS LE GROUPE DE LA FRANCE
LUE À L'ENVERS JALOUSÂT				BOUCLES DE CORDAGES EXAMINER LE CORPS						VAGUE DANS LE STADE CONIFÈRE			
						FARFADET PRÉNOM FÉMININ						MOUTON	
COUP D'ENVOI		INTER- ROGATIF ÉQUIPE DE FRANCE							VOLCAN ITALIEN		COULE EN SIBÉRIE POSSESSIF		
					ÉQUIPE EN VERT DRAME JAPONAIS					TAXE VIEUX SOLDAT			
SERVICE GAGNANT	INIQUE TROPHÉE							TRANSPORT PUBLIC CHAMPION EN 2004					
			PAYS HÔTE EN 2012 REMPLECE LE RMI								NÉGATION SOUS LE MICRO		
BÊTE POILUE DEMI- FINALISTE EN 2008					BRONZE VIEILLI ANCIENNE TOKYO							GRAND FROID	
						PRONOM RÉFLÉCHI ROULÉ			PEINTURE MURALE				ILE DE FRANCE
IL DURE 90 MINUTES		POÈTE GREC					TIRÉ DANS LES COINS						
			COULEUR D'UN CARTON						SOUFFLE DIVIN				

ACCIDENTS DE LA ROUTE

11 décès et 281 blessés en 24 heures

Onze (11) personnes sont décédées et 281 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, indique, samedi, un bilan de la Protection civile. Durant la période du 28 au 29 août courant, jusqu'à 8h, les unités de la Protection civile ont effectué 174 interventions, suite aux accidents de la circulation survenus à travers plusieurs wilayas du territoire national, causant 11 décès sur les lieux des accidents et des blessures à 281 autres, précise la même source.



SUITE AUX
ÉVÉNEMENTS AYANT
EU LIEU À NIAMEY
L'Algérie exprime sa
«pleine solidarité»
avec le Niger

L'Algérie a exprimé, samedi, sa "pleine solidarité" avec le Niger suite aux événements qui se sont produits à Niamey, la capitale de ce pays "frère", indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

"L'Algérie a suivi avec une extrême attention les événements, hautement regrettables et condamnables, survenus ce jour dans la capitale nigérienne, Niamey", indique le communiqué.

"Aussitôt qu'elle a pris connaissance de ces événements, l'Algérie a assuré les hautes autorités nigériennes de sa pleine solidarité et de son ferme soutien, en vue de surmonter cette épreuve et de favoriser le retour rapide à la stabilité dans ce pays frère", souligne le même texte.

"L'Algérie renouvelle sa ferme condamnation de tels actes, qui portent atteinte aux aspirations légitimes du peuple nigérien frère à la quiétude et au développement", conclut le ministère.

Condoléances

C'est avec une profonde tristesse et une vive émotion que nous avons appris le terrible drame qui a touché la famille de

M. Abdelouahab Boukrouh,

à la suite des incendies survenus à Jijel, ayant provoqué le décès de plusieurs membres de sa famille.

En ces douloureuses circonstances, l'ensemble de la rédaction du quotidien « Les Enjeux Éco » partage votre peine et vous assure de toute sa solidarité. Nous vous présentons nos sincères condoléances et vous adressons nos pensées les plus attristées.

INCENDIES

Tebboune au chevet des blessés à Zéralda

Par Z R.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'est enquis, hier, à l'Hôpital des grands brûlés Dr Saïd-Chibane de Zéralda (Alger), de l'état de santé des blessés évacués des wilayas touchées par les récents incendies.

À cette occasion, le président de la République s'est rendu au chevet de certains blessés, dont des femmes et des enfants, pris en charge au niveau de cet établissement hospitalier spécialisé.

M. Tebboune a rassuré les blessés quant à leur prise en charge médicale, affirmant que les équipes médicales déployaient tous les efforts nécessaires pour leur assurer les meilleurs soins.

Le président de la République a également assuré que tous les cas, y compris les plus complexes, seront pris en charge à l'Hôpital des grands brûlés de Zéralda, a-t-il souligné.

Il a, à cet égard, salué le professionnalisme et la compétence des équipes médicales de cet établissement hospitalier, ainsi que les efforts consentis pour assurer la prise en charge des blessés victimes des incendies.

Le président de la République était accompagné du ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, le général d'armée Saïd Chanegriha, et du ministre de la Santé, Mohamed Sed-



dik Aït Messaoudene.

Il est à rappeler que le Premier ministre, Sifi Ghrieb, accompagné d'une délégation ministérielle, s'est déplacé, sur instruction du chef de l'État, dans la wilaya de Jijel, la localité la plus touchée par les derniers incendies déclarés dans plusieurs wilayas de l'Est du pays, causant plusieurs morts et blessés.

Des moyens importants ont ainsi été mobilisés par l'État pour la maîtrise des incendies de forêts et la prise en charge des sinistrés.

Des commissions sont déjà à pied d'œuvre pour le recensement des dégâts en vue de l'indemnisation des citoyens touchés par ces incendies rava-

geurs.

Sur le terrain, la situation est sous contrôle. Selon le dernier bilan de la Protection civile, au cours des dernières 24 heures, jusqu'à samedi à 13h00, 30 incendies sur les 40 enregistrés à travers plusieurs wilayas du pays ont été éteints.

Concernant la situation générale des incendies touchant le couvert végétal et les récoltes agricoles, jusqu'à 13h00, « les services de la Protection civile ont enregistré 43 incendies, dont 30 ont été éteints », précise la même source.

Par ailleurs, « les opérations d'extinction de 13 autres incendies se poursuivaient dans les wilayas de Jijel (9), Skikda (1), Mila (1), El-Meghaier (1) et Sétif (1) », ajoute le bilan.

SELON UN RAPPORT DE L'ONU

L'état des sols dans le monde se dégrade et les solutions restent ignorées

L'état des sols dans le monde se dégrade à une vitesse "alarmante" et les solutions existantes sont encore peu appliquées, alors que la quasi-totalité de l'alimentation mondiale en dépend, souligne un rapport publié jeudi par l'ONU, qui voit toutefois des signes d'"espoir" pour inverser la tendance.

Les sols sont à l'origine de "95% de notre production alimentaire", rappelle ce rapport sur "L'état des ressources en sols du monde",

dont la deuxième édition a été présentée par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) lors de la Convention sur la lutte contre la désertification organisée à Oulan-Bator jusqu'à vendredi.

Depuis la parution du premier rapport en 2015, 800 millions de bouches à nourrir se sont rajoutées à la population mondiale, et une superficie équivalente à celle de la Pologne et de l'Ukraine cumulées a été transformée en terres agri-

coles. Cela a contribué à "aggraver la pression sur les sols", constate le Groupe technique intergouvernemental sur les sols (ITPS), panel d'experts scientifiques de la FAO.

Leurs conclusions sont "à la fois sombres et motivantes": si "la dégradation des sols continue de s'accélérer à une vitesse alarmante", la science a appris davantage et des pratiques efficaces se répandent.

L'érosion est la menace la plus importante: dans 81% des cas étudiés, l'érosion est mal, voire

très mal gérée, et la situation a empiré dans 65% des cas. Avec à la clef des risques accrus d'inondations et de sécheresses.

"Mais il y a de l'espoir", tempèrent les experts, assurant que "grâce à des politiques éclairées, des mesures incitatives ciblées, la mise en œuvre de pratiques durables de gestion des sols, nous pouvons inverser la tendance à la dégradation, restaurer les fonctions des sols, et sauvegarder leurs apports aux générations futures".

SIDI BEL-ABBÈS

L'université «Djillali Liabès» porte à 160 le nombre de ses labels «Projet Innovant»

L'université "Djillali Liabès" de Sidi Bel-Abbès poursuit sa dynamique en matière d'innovation et d'entrepreneuriat universitaire, avec l'obtention de son 64e label "Projet Innovant" au titre de l'année universitaire 2025-2026, portant à 160 le nombre total de labels décernés à des projets issus de l'établissement, a-t-on appris auprès des responsables de l'incubateur universitaire.

Cette nouvelle distinction a été attribuée à un projet innovant porté au niveau de la faculté de médecine " Taleb Mourad ", département de pharmacie, illustrant l'implication croissante du

secteur des sciences médicales et pharmaceutiques dans la valorisation de la recherche académique et sa transformation en solutions innovantes et en projets économiques prometteurs.

Le directeur de l'incubateur d'entreprises de l'université de Sidi Bel-Abbès, Ahmed Allami, a indiqué que "l'atteinte du seuil de 160 labels «Projet Innovant» constitue le fruit de la stratégie d'accompagnement de proximité mise en œuvre par l'incubateur, en application des orientations du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique visant à faire de l'université une véritable locomotive

de l'économie nationale et un levier de création de richesse".

M. Allami a également souligné que "cette nouvelle réalisation, enregistrée au niveau de la faculté de médecine, département de pharmacie, témoigne de la diversité et de la qualité des idées et projets développés par les étudiants et les chercheurs ", notamment dans des secteurs prioritaires tels que la santé et l'industrie pharmaceutique.

Il a, à cette occasion, salué les efforts de la Commission nationale de coordination et de suivi de l'innovation et des incubateurs universitaires dans la mise en place d'un environnement fa-

vorable à la concrétisation des projets innovants et à leur accompagnement vers la création de start-up.

A rappeler que l'université " Djillali Liabès " poursuit, à travers son incubateur, la mobilisation de moyens techniques, matériels et d'encadrement au profit des porteurs de projets, afin de faciliter la transformation de leurs idées en micro-entreprises et en start-up susceptibles de contribuer au développement économique local et national, a-t-on indiqué.

APS